

Dossier

Le rôle des services de renseignement dans une politique pétrolière

Marine Pernod,
Marion Rey,
Jessica Phung,
Pierre-Alexandre Meresse,
Rémi Martin.
(étudiants au sein de la promotion SIE 24)

Janvier
2021



Le rôle des services de renseignement dans une politique pétrolière

Royaume-Uni, États-Unis, Russie, France

Rémi Martin
Pierre-Alexandre Méresse
Marine Pernod
Jessica Phung
Marion Rey

« Les États n'ont pas d'amis, ils n'ont que des intérêts ».

Introduction

Cette citation de De Gaulle peut parfaitement s'illustrer dans le domaine du pétrole, ressource qui s'est avérée tant majeure que les États ont dû établir en ce sens des stratégies souveraines. Ainsi, malgré certaines alliances bien établies entre puissances, ces dernières se doivent de conserver une discrétion sur leurs ambitions autour de cette source énergétique, tout en menant des politiques de contre-espionnage.

Depuis la fin du XIX^{ème}, la course au pétrole a accompagné le développement du monde et son hypercroissance. Elle a contribué aussi bien à améliorer drastiquement les conditions d'existence, que de parfois les détruire avec une célérité impressionnante. Cette dichotomie explique en grande partie l'importance stratégique qui lui est conférée. Aujourd'hui encore, l'accès à l'or noir procure ce levier indispensable à la domination économique et militaire. Sa conquête a entraîné de nombreux conflits, elle a également redessiné certaines frontières et modifié les rapports de force internationaux. Les États sont naturellement les acteurs apparents de ces luttes acharnées. Mais certaines grandes compagnies pétrolières jouent un rôle tout aussi prépondérant dans le théâtre des opérations.

Cependant, comme le déclarait Sun Tzu, « Tout le succès d'une opération réside dans sa préparation. » Ainsi, la réussite de la conquête du pétrole n'échappe pas à cette règle et passe en amont par un travail de renseignement efficace. Dès lors les méthodes utilisées seront moralement ambiguës et vont dépasser très souvent le cadre de la légalité. Les services de renseignement vont alors user des moyens à leur disposition en espionnant, en traquant et même en fomentant des révolutions dans des pays ciblés. Elles vont également tisser des liens étroits avec les responsables politiques et les entreprises pour mieux coopérer et défendre les intérêts nationaux. Leur usage sera alors tantôt défensif, tantôt offensif en fonction des manœuvres à effectuer.

Mais malgré l'usage de stratégies communes, les cultures du renseignement varient considérablement d'une nation à une autre.

Le Royaume-Uni

–

Le modèle de pensée britannique engagé avec Sir Halford John Mackinder, a placé la conquête territoriale et les ressources stratégiques au cœur de la politique étrangère de l'Empire. Puissance maritime de premier ordre, la Royal Navy et les entreprises pétrolières ont été soutenues par les services de renseignement dans la défense des intérêts de l'Empire. L'accroissement de puissance par le pétrole a transformé les règles du jeu et a révolutionné les stratégies de conquête, faisant de l'Empire britannique un Empire colonial motivé par les ressources. Les services de renseignement étant un élément constitutif de la politique étrangère, toutes les techniques subversives, ruses et stratagèmes, ont été mises en œuvre pour défendre et développer la ressource stratégique que représente le pétrole.

Von Clausewitz disait que « La guerre n'est que le prolongement de la politique par d'autres moyens »¹, nous pourrions le paraphraser en disant qu'en Grande-Bretagne, le renseignement est le prolongement de la politique étrangère par d'autres moyens.

Le modèle de pensée britannique, pionnier de l'accroissement de la puissance par le pétrole

La Grande-Bretagne est naturellement caractérisée par sa géographie : elle est constituée d'une série d'îles insulaires en bordure de l'Île-Monde. Ceci explique la suprématie maritime de l'Empire britannique dont la dynamique de puissance est traduite par une projection vers les terres extérieures. « En plus d'être le pivot du monde, le point névralgique du globe, l'Asie centrale est également terre de richesses, d'immenses richesses. Les soieries, le jade, les épices, les tapis persans ou le caviar ont été remplacés par les hydrocarbures, pétrole et gaz. »²

Entamée dès la révolution industrielle anglaise, la capacité à se projeter sur le futur par l'anticipation des besoins énergétiques, a fortement contribué à accroître la puissance économique de l'Empire britannique, en particulier avec le charbon. A partir des années 1910, la Royal Navy et Winston Churchill, alors premier Lord de l'Amirauté, s'engagent dans la modernité pétrolière, c'est le « plongeon fatidique »³. Le charbon atteignant son pic historique d'extractions, la politique énergétique sera désormais basée sur le pétrole, à commencer par les cuirassés de la Royal Navy. « Le renseignement économique a joué un rôle décisif dans la phase d'appropriation des gisements pétrolifères. »⁴ Derrière la progression des entreprises britanniques sur le marché de l'or noir, se cachent les actions de des services de renseignement britanniques.

Les trois niveaux les plus élevés de la sphère sociale britannique, à savoir l'aristocratie, le monde universitaire et les élites politiques, sont imprégnés de la culture anglo-saxonne du renseignement. « La Grande Bretagne a réagi sur le pétrole comme elle l'avait fait antérieurement pour le coton, en mobilisant ponctuellement toutes les élites privées et publiques concernées par la défense des intérêts de son Empire colonial. »⁵ Le rôle du SIS a été prépondérant dans l'intégration des industriels dans l'expansion pétrolière. « Les Anglais ont utilisé le ressort patriotique pour affronter la concurrence. En présentant le pétrole comme une ressource stratégique nécessaire à la défense de leur Empire colonial, les autorités anglaises

contournaient les rivalités traditionnelles de l'*establishment* britannique »⁶.

Ce patriotisme économique est toujours en vigueur de nos jours. Sir John Sawers, ancien diplomate et directeur du SIS de 2009 à 2014, siège au conseil d'administration du pétrolier britannique BP depuis 2015, dont l'ancêtre n'est autre que l'Anglo-Persian Oil Company. En tant qu'ancien représentant du gouvernement et des services de renseignement, Sir John Sawers est missionné pour faire part de ses connaissances et de ses compétences « inestimables »⁷ en matière d'analyses géopolitiques de niveau mondial.

Le renseignement au cœur de l'accroissement de puissance de l'empire britannique

Au XIXe siècle, les rivalités en Eurasie (le pivot du monde) opposent le *British Raj* à la Russie tsariste pour le contrôle des territoires. C'est le « Grand Jeu » britannique, le « Tournoi des ombres » russe⁸. « Au sud les officiers des services de renseignement du *Raj*, le gouvernement anglais de l'Inde ou, jusqu'à sa disparition, les membres du service politique de la toute-puissante Compagnie des Indes qui espèrent bloquer l'avancée tsariste en Asie centrale. Au nord, leurs homologues russes »⁹.

Les Britanniques appréhendent que les Russes ambitionnent d'envahir les Indes par la Perse, alors que de leur côté, les Russes craignent que les Britanniques projettent d'envahir les terres de l'actuel Ouzbékistan. La dissémination des espions britanniques en Eurasie permet à l'ambassadeur anglais à Saint-Pétersbourg de découvrir que la Russie n'a ni les capacités militaires, ni les capacités économiques de conquérir les Indes¹⁰.

La Convention anglo-russe de 1907 met fin aux rivalités : « les Russes reconnaissent l'Afghanistan comme un semi-protectorat britannique. Le Royaume Uni renonce à ses vues sur le Tibet. Par ailleurs, la Perse (plus tard appelée Iran) est divisée en trois zones : le nord sous influence russe, le sud (et ses champs pétroliers) sous influence anglaise, le centre neutre. »¹¹ Grâce à ses espions ?

L'Empire britannique parvient non seulement à préserver sa domination sur les Indes mais il parvient également à conquérir les gisements pétroliers du sud de la Perse et de l'Afghanistan.

Une opération de renseignement pour s'emparer du pétrole de la Perse

Au début des années 1900, William Knox D'Arcy, homme d'affaires anglais âgé d'une cinquantaine d'années et fervent croyant de Dieu, est un des seuls Européens à avoir été autorisé par le Shah à obtenir une concession pour exploiter le pétrole de Perse. Le Shah fournit à D'Arcy un document exclusif, le « firman », qui mentionne la localisation précise des gisements pétroliers.

Parmi les rares Européens autorisés à exploiter, la Burmah Oil écossaise exploite quelques puits. Son « but officiel est d'extraire et de vendre du pétrole aux Indes Britanniques. Son but réel est d'arracher la concession du Shah au vieux prospecteur d'Arcy. »¹² D'Arcy ne révèle à quiconque l'existence de son « firman », mais précise seulement à la Burmah Oil qu'il a une concession pour les territoires en exploitation. D'Arcy développe une haine des commerçants, banquiers et autres entrepreneurs avides de pétrole et d'argent, il préférerait que le pétrole soit exploité par des missionnaires. A bord d'un bateau à destination de New-York, il fait justement la rencontre d'un prêtre missionnaire de retour d'Afrique à qui il confie son histoire. Ce prêtre lui suggère de

remettre ce document à l'Église en guise de donation, qui en fera bon usage. Donc plutôt que de détruire le « firman », D'Arcy se laisse finalement convaincre de le lui transmettre.

Derrière ce prêtre missionnaire se cache l'un des espions les plus performants employé par le *Secret Service*, en la personne de Sigmund Georgievitch Rosenblum, dit Sidney Reilly. Diplômé du King's College de Cambridge, il deviendra par la suite un des hommes de confiance de Churchill et un « agent free-lance du service secret anglais, rémunéré au coup par coup pour des missions spécifiques. »¹³ Le *Secret Service* va transmettre le précieux document à la Burmah Oil qui va céder sa concession à l'Anglo-Persian Oil Company. L'usage d'une fausse identité pour duper ce *High Value Target* permet à Winston Churchill de disposer de ses propres ressources pétrolières et de sécuriser ses approvisionnements. Churchill nationalisera l'Anglo-Persian Oil Company en 1914 à hauteur de 51%.

Les objectifs pétroliers de l'Empire britannique durant et après la première guerre mondiale

A la fin de la Grande Guerre, la bataille entre les services de renseignement anglais et allemands pour le contrôle des gisements pétroliers de Bakou est intense. Ancien agent au sein du *British Raj* et désormais affilié au MI5, le rôle de Reginald Teague Jones, aussi connu sous le nom de Ronald Sinclair, a été décisif dans la poursuite du Grand Jeu contre son homologue allemand Wilhelm Wassmuss¹⁴. Les ressources pétrolières de l'Allemagne s'appuient alors seulement sur la Roumanie. L'Angleterre parvient à faire front aux troupes allemandes, c'est le blocage de Bakou. Additionné à l'approvisionnement en pétrole des Alliés par les Américains de la Standard Oil, c'est le coup de grâce pour l'Allemagne. « Le pétrole avait prouvé qu'il était au centre de la géopolitique »¹⁵. Dans la continuité de la théorie de Sir Mackinder, c'est autour du Golfe Persique et du Golfe Arabe que se trouve le pivot de la stratégie de l'Empire britannique, qui commence à dessiner les contours des futurs accords Sykes-Picot.

A la fin de la Grande Guerre, la Grande-Bretagne ne retire pas ses troupes du Golfe Persique, bien au contraire. Cette zone est devenue un « lac britannique » face à l'Empire Turc amoindri. L'expansion de l'Empire britannique en Mésopotamie pour contrôler la région et défendre ses intérêts stratégiques pétroliers, a largement été permise par Gertrude Bell. Aristocrate pionnière dans de nombreux domaines, première femme diplômée d'Oxford avec mention « très bien », première femme officier de renseignement britannique, Gertrude Bell est considérée comme la « Mère de l'Irak » par ses contemporains

Lors de la signature des accords de Sykes-Picot en 1916, l'Empire Ottoman est alors découpé en deux zones : la France récupère la tutelle de la Syrie et de l'Iran, alors que l'Empire britannique prend la tutelle de la Palestine et de la Mésopotamie. Là encore, les services de renseignement britanniques ont habilement manœuvré pour récupérer les terres pétrolifères de Perse alors initialement promises aux Arabes puis aux Français.

La montée des nationalismes et l'indépendance des colonies marquent la fin progressive de l'impérialisme de l'Empire britannique. A l'issue de la Seconde Guerre mondiale, la livre sterling est dépassée par le dollar qui devient le nouveau système de référence monétaire international, matérialisé par les Accords de Bretton Woods. La montée en puissance des États-Unis et de l'URSS autour de deux blocs bipolaires oblige les occidentaux à nouer des alliances tout en faisant face à des rivalités pour la préservation des intérêts nationaux.

Perte du pétrole saoudien, corollaire de l'action d'un renégat

Comme Lawrence d'Arabie avant lui, Harry Saint-John Philby dit « Jack », est envoyé en Arabie Saoudite par Gertrude Bell, alors représentante du Bureau Arabe installé au Caire. Fils d'un planteur de thé, Philby n'est pas issu de l'aristocratie britannique. Ancien agent secret durant la Première Guerre mondiale et diplômé de Cambridge, « il a contracté une haine farouche de ces « foutus snobs » de l'*establishment* britannique »¹⁶.

Philby est un arabisant épris du désert, fasciné par le monde arabe (il s'est même convertit à l'Islam en 1930) mais il est en profond désaccord avec la politique étrangère britannique au Moyen-Orient. En 1924, « Philby quitta le service de Sa Très Gracieuse Majesté d'Angleterre pour devenir le conseiller personnel d'Ibn Saoud »¹⁷, le roi d'Arabie Saoudite. La duplicité de la Grande-Bretagne à l'égard des arabes, mêlée au sentiment de haine qu'il voue à sa patrie, le conduisent à commettre une redoutable trahison pour l'Empire, dont les conséquences façonnent encore les relations internationales au Moyen-Orient.

En 1933, le renégat « Saint-John a justement porté un coup terrible à cette aristocratie haïe en conseillant avec succès à Ibn Saoud de préférer, pour l'exploitation de ses pétroles, la Standard Oil of California à l'Anglo-Persian Oil Company, donc les États-Unis à la Grande-Bretagne »¹⁸. « Jack Philby se vit gratifié par la SoCal d'un salaire de 1000 livres annuel. »¹⁹ De cette *deception* (au sens anglo-saxon) émergera par la suite la « relation spéciale » américano-saoudienne, toujours active de nos jours.

Techniques subversives de l'opération *BOOT*, dite « coup de Téhéran »

A la fin des années 1940, la mainmise exercée par les pétroliers britanniques de Anglo-Persian Oil Company (devenue l'Anglo-Iranian Oil Company) sur l'Iran, entretient des élans nationalistes déjà accrus par les accords passés en Arabie Saoudite avec les Américains pour le partage des rentes pétrolières. L'Empire britannique, est alors le 3ème producteur mondial et le 1er producteur du Moyen-Orient²⁰. A l'origine simple député démocrate mais fervent nationaliste, Mohammad Mossadegh veut entreprendre de grands changements politico-économiques pour son pays, réduire l'influence étrangère et destituer le Shah. En 1951, il parvient à être nommé 1er ministre avec l'aide du Majlis, le Parlement iranien, et prononce la nationalisation de l'Anglo-Iranian Oil Company, provoquant une réaction immédiate de Londres par un blocus international sur les hydrocarbures.

L'Anglo-Iranian Oil Company assurant l'indépendance énergétique de la Royal Navy, Winston Churchill suit l'affaire « de très près ». En 1952, le chef de poste du SIS de Téhéran, Christophe Woodhouse « rencontre le « Scarabée » Bedel Smith et Frank Wisner à Washington. Si les deux Américains prêtent une oreille attentive aux offres du collègue britannique : un travail en commun contre Téhéran, c'est qu'ils parient sur l'avenir. »²¹ Le SIS va préparer le « coup de Téhéran », baptisé opération *BOOT*. Elle sera mise en œuvre par la CIA, et plus connue sous le nom d'opération *AJAX*.

In fine, « sachons seulement que Mossadegh va jeter l'éponge, que le « coup de Téhéran » marchera aussi bien naguère que le coup de Prague, que le Shah conservera son trône jusqu'à la révolution islamique de 1978-1979 et que, dans l'immédiat, l'Anglo-Iranian peut récupérer ses puits. »²²

L'échec du Canal de Suez

Dès 1892, le *Foreign office* comprend que le Canal de Suez est un point de passage stratégique pour acheminer les flux pétroliers entre la Compagnie des Indes et la Grande-Bretagne. Le Canal fournit un sérieux avantage concurrentiel en termes de navigation face à la Standard Oil en Asie. L'Égypte obtient son indépendance en 1922 mais la Grande-Bretagne conserve le contrôle du Canal, et garde la main sur la défense et les affaires étrangères. Le Canal fait l'objet de vives tensions durant la Guerre Froide, motivées par la montée des nationalismes.

Soutenu politiquement et militairement par l'URSS, Nasser prononce la nationalisation du Canal en 1956, provoquant l'agitation de la Couronne britannique voyant ses intérêts menacés en Égypte et au Moyen-Orient. Le *Foreign Office* veut répliquer par une intervention militaire immédiate. Un jeu d'alliances partielles et d'avancées masquées va alors s'opérer entre les services de renseignement britanniques, français et israéliens. Le *Foreign Office* estime que « l'Union avec la France affaiblirait les liens avec les États-Unis et, du fait du manque de sécurité du côté français, menacerait l'intimité de la coopération anglo-américaine. Elle affaiblirait le Commonwealth : « Si nous nous identifions avec la France, nous hériterons de son impopularité au Moyen-Orient et en Extrême-Orient, et renforcerons les préjugés anti-colonialistes ». »²³

« En application d'un protocole secret, l'armée israélienne attaque fin octobre l'Égypte et remporte des succès foudroyants, faisant place nette aux Français et Anglais pour qu'ils débarquent à Port-Saïd. »²⁴ Mais c'était sans compter sur l'absence du soutien des Américains, voyant dans ces événements l'opportunité d'assister à l'éviction de son concurrent britannique dans une zone riche en ressources pétrolière, tout cela sans se mettre à dos les Égyptiens. Français et Britanniques s'inclinent sous la pression d'Eisenhower, se retirent du Canal et l'Empire britannique perd la maîtrise de son point de passage stratégique.

Projet de déni de service au Moyen-Orient en cas d'invasion de l'URSS

Le blocus de Berlin de 1948 a laissé des traces dans les mémoires : la crainte que les troupes ne soient pas en mesure d'arrêter la progression de l'URSS et la crainte de la perte des compagnies pétrolières d'Iran, d'Irak et du golfe Persique²⁵. Un projet de déni de service « *NSC 26 Removal and Demolition of Oil Facilities, Equipment and Supplies in the Middle East* »²⁶ est initié par la CIA en 1948, en coopération avec le *Foreign Office* et le SIS. Ce projet a pour objectif de détruire les stocks de carburant et de mettre hors service les installations par des démolitions sélectives temporaires, de manière à pouvoir les exploiter de nouveau après l'éviction de l'URSS.

Pour réussir, les opérations du NSC 26 doivent impliquer à la fois les compagnies pétrolières et les forces armées. Le *Foreign office* cache aux Américains le fait que les pétroliers britanniques ont accepté de coopérer en faisant exclusivement appel à l'armée. Les Britanniques craignent non seulement des conséquences économiques si des fuites étaient observées par les Américains vers les gouvernements locaux, mais aussi que les compagnies pétrolières américaines tentent de sous-coter le pétrole au Moyen-Orient. Seulement, ce plan doit être modifié pour plusieurs raisons. Premièrement à cause des défaillances identifiées sur les délais de mise en œuvre des démolitions sélectives dont certaines pourraient se révéler irréversibles et de l'émergence d'installations pétrolières iraniennes qui échappent au contrôle des Britanniques.

Deuxièmement, en raison de la montée des nationalismes, en Iran notamment, des guerres régionales et des invasions soviétiques.

Le NSC 26 est alors modifié dans les années 1950 par un plan plus protectionniste : « *NSC 5714 Protection and Conservation of Middle East Oil Resources and Facilities* »²⁷. Le recours aux compagnies pétrolières est abandonné, l'action des armées renforcées, la destruction des stocks est maintenue, des destructions de terrains et de moyens d'approvisionnement sont prévues, et l'utilisation de frappes aériennes par bombes conventionnelles et nucléaires est envisagée. Fort heureusement ces plans n'ont jamais été appliqués mais ces stratégies secrètes montrent à quel point le pétrole est précieux et ne doit pas tomber dans les mains de l'adversaire ou de l'allié, non seulement pour soutenir les marchés économiques mais aussi l'effort de guerre.

Révolution libyenne : le double jeu britannique autour de BP (British Petroleum)

En 2011, la Libye de l'autocratique Colonel Mouhammar Kadhafi en place depuis le renversement de la monarchie en 1969, subit de violentes révoltes populaires motivées par le Conseil national de transition (CNT) pour lutter contre la pauvreté, l'exclusion sociale et la corruption du régime. Ces révoltes se transforment rapidement en guerre civile avec intervention britannique visible (armée régulière) et souterraine (SIS)²⁸.

Des échanges de mails diffusés sur Wikileaks entre Hillary Clinton et Sidney Blumenthal un de ses proches conseillers, révèlent que les hauts fonctionnaires du CNT estiment que le *Foreign Office* travaille pour renforcer la position de British Petroleum. Ils soulignent que jusqu'à présent, BP était contraint de traiter étroitement avec Kadhafi mais que le Royaume-Uni a été l'une des premières grandes puissances à soutenir la rébellion du CNT²⁹. Ces mails révèlent également la pression exercée par les Britanniques sur le CNT³⁰ pour obtenir contrepartie à leur soutien sous la forme de contrats favorables pour les entreprises du secteur pétrolier qui souhaitent jouer un rôle majeur en Libye. Le CNT, refusant des accords globaux, accepte des accords commerciaux au cas par cas en favorisant les entreprises britanniques.

Après avoir soutenu Kadhafi, les Britanniques retournent leur veste pour soutenir l'opposition en dégageant un levier de négociation, obtenant une certaine exclusivité sur le marché pétrolier libyen. « Le véritable enjeu de la guerre n'a donc pas seulement été la transition vers un ordre nouveau, mais l'État lui-même, avec ses dispositifs de gestion et de redistribution de la rente pétrolière. »³¹

Le rôle du GCHQ dans la question du pétrole et de l'énergie

Selon les révélations d'Edward Snowden au journal *The Guardian*, la sécurité de l'approvisionnement énergétique mondial est l'une des questions les plus importantes pour les agences de renseignement³². Le GCHQ s'implique directement dans la problématique pétrolière de manière protectionniste et préventive mais également de manière agressive envers la concurrence sur le marché pétrolier.

En 2010 le GCHQ a utilisé les réseaux sociaux³³ comme porte d'entrée pour organiser des attaques ciblées vers 9 employés de l'OPEP. Ces attaques ont permis au GCHQ d'infiltrer le réseau informatique de l'OPEP à Vienne et d'acquérir des droits administrateur réseau afin d'accéder à

deux serveurs contenant des informations confidentielles et stratégiques³⁴.

Le rapport annuel 2019 du *National Cyber Security Center* (NCSC)³⁵, branche cyber du GCHQ, révèle que des cybers attaques dans le secteur de l'énergie pourraient perturber l'approvisionnement en hydrocarbures et le fonctionnement de plus en plus digitalisé des raffineries. Le NCSC intervient dans les entreprises du secteur pétrolier pour examiner, conseiller et moderniser les systèmes d'information, en augmentant considérablement leur résilience par la simulation de cyber attaques et la définition de standards sécurisés. Le cyberspace est devenu un nouveau terrain d'affrontement pour les opérations des services de renseignement, dans laquelle la problématique pétrolière conserve un enjeu stratégique majeur.

Pour conclure, après une phase d'ascension suivie d'une phase de déclin, le Royaume-Uni se trouve aujourd'hui en position de consommateur davantage qu'en position de producteur. Le Royaume-Uni possède des terres pétrolières en propre, uniquement par le biais du développement offshore et par le biais de l'Ecosse, dont les volontés d'émancipation et l'assèchement des gisements représentent une menace dans la recherche d'autosuffisance.³⁶ Les services de renseignement, comme nous l'avons vu, ont depuis toujours joué un rôle prédominant dans la politique extérieure britannique en matière de ressources stratégiques par le pétrole.

Les Etats-Unis

Le renseignement américain au service de l'hégémonie pétrolière américaine

Allen Dulles, directeur de la CIA, est un personnage controversé car il est le frère cadet de John Foster Dulles, alors secrétaire d'États sous Eisenhower, et sont tous deux associés au cabinet d'avocat Sullivan & Cromwell, ayant parmi leurs clients les sociétés de l'empire Rockefeller³⁷.

Alors que la guerre froide bat son plein, les États-Unis font usage d'influence et coups d'État pour mettre en place des leaders dans le but de limiter la propagation de l'emprise soviétique et surtout protéger et garantir l'accès du pétrole aux américains.

L'opération Ajax³⁸ se prépare entre les présidents Churchill et Eisenhower. Mossadegh, un politicien iranien engagé depuis la révolution constitutionnelle de 1906, se concentre sur deux visions politiques : un constitutionnalisme strict dans le pays et une politique tout aussi stricte d'équilibre négatif à l'étranger pour assurer l'indépendance vis-à-vis de la domination étrangère. Ainsi, en 1951, travaillant avec une coalition parlementaire, comprenant les partis du Front national et le parti marxiste Tudeh, Mossadegh adopte un projet de loi pour nationaliser le pétrole iranien, et n'accordant donc plus de concessions à l'étranger. L'industrie pétrolière iranienne est alors sous domination britannique, Winston Churchill ayant joué un rôle fondamental dans l'obtention des droits pétroliers en Iran et l'Anglo-Iranian Oil Company, étant jugé vital pour le redressement de l'économie britannique post-Seconde Guerre mondiale et assurant l'indépendance énergétique de la Royal Navy.

Ainsi, la nationalisation de l'industrie pétrolière entame une confrontation ouverte avec le gouvernement britannique. Dans un premier temps, la Grande-Bretagne réagit en organisant un embargo général sur le pétrole iranien et engage des manœuvres pour renverser Mossadegh. Les États-Unis, désirant rester neutres, encouragent les Britanniques d'accepter la nationalisation et de négocier un arrangement à l'amiable ; cette neutralité continue jusqu'à la fin de l'administration Truman en 1953. A l'arrivée au pouvoir de Eisenhower, le président américain se montre plus compréhensif vis-à-vis des réclamations britanniques.

Pour les États-Unis, cette opération secrète est une tentative pour empêcher l'expansion soviétique et de gagner une part des réserves de pétrole iraniennes pour les entreprises américaines. De ce fait, l'empire colonialiste britannique laisse part à une nouvelle phase d'impérialisme américain.

D'après les documents classifiés³⁹ en 2000, par les archives de la sécurité nationale de l'Université George Washington (obtenues en vertu de la loi sur la liberté d'information, *Freedom of Information Act*⁴⁰), la CIA a admis avoir orchestré cette opération, nommée TPAJAX⁴¹, ayant pour but de renverser Mossadegh et de mettre en place le Shah Mohammad Reza Pahlavi, un proche allié des américains (jusqu'à son renversement lors de la révolution islamique de 1979).

Après la consolidation de l'autorité du nouveau chef de gouvernement Zahedi, la commercialisation extérieure de pétrole assurée par un consortium anglo-américain⁴² (l'Anglo-Iranian Oil Company est alors divisée en deux entités : British Petroleum et National Iranian Oil

Company. BP a conservé une participation de 40% dans le consortium pétrolier, 40% allant à des entreprises américaines et 20% pour les entreprises néerlandaises et françaises), et la conclusion du différend pétrolier anglo-persan⁴³.

En 1963, Saddam Hussein⁴⁴ accède au pouvoir par un coup d'État orchestré par la CIA, depuis 1962. En effet, alors que l'administration Eisenhower a soutenu le pouvoir de Kassem, seul à faire office de contrepoids à l'ennemi américain, Gamal Abdel Nasser d'Égypte, la CIA a plusieurs raisons de le voir partir. Kassem a cherché à s'armer contre Israël. De plus, il a tenté de faire valoir les aspirations de l'Irak sur le Koweït et le 11 décembre 1961, Kassem confisque tous les territoires de l'Iraq Petroleum Company, où les entreprises occidentales n'avaient pas encore foré, ainsi privant les majors occidentales de 99% de l'espace de concession initiale. Par conséquent, dès le début des années 1960, l'Agence, alors installée au Koweït, mobilise les opposants au régime Kassem et transmet des ordres aux rebelles par radio. La CIA tente d'assassiner à plusieurs reprises Kassem mais sans succès. Le 8 février 1963, le parti Bass avec à sa tête Hussein prend le pouvoir par coup d'État et Kassem est abattu, la CIA conduisant ainsi son propre changement de régime à Bagdad. Les présidents américains Reagan et britanniques ont soutenu Hussein dans les années 1980 contre leur ennemi commun, l'Iran lors de la guerre Irak-Iran (1980 - 1988).

L'usage des pétrodollars pour financer les opérations clandestines

De la même manière, les États-Unis font usage de pétrodollars pour financer des opérations clandestines et de guerres civiles, afin de préserver les ressources pétrolières aux américains.

Dans les débuts des années 1970, le pétrole a atteint le pic de production mais aussi le déclin le plus rapide : en effet, le marché, régulé depuis 1960 par l'OPEP (Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole) et ce jusqu'en 1973, se repose sur des prix fluctuants selon la demande à une fluctuation gouvernée par l'offre⁴⁵. La flambée des prix du pétrole en 1971 a exercé une pression supplémentaire dans toutes les artères de l'économie mondiale, le pétrole étant devenu le premier marché de l'énergie, surpassant le charbon, dix ans auparavant. Selon Cheikh Yamani, le premier choc pétrolier a résulté d'une manipulation de Kissinger afin d'opérer un transfert massif de capitaux vers les banques de Londres et de New-York⁴⁶. Les demandes étant toujours plus élevées et la production de pétrole américaine déclinant, les pays de l'OPEP ont eu cette possibilité de décider sur le prix du pétrole.

Les pétrodollars⁴⁷, royalties versées aux pays de l'OPEP, ont échangé les rapports de force entre les pays de l'OPEP et les pays industrialisés, utilisant plus de trois quarts du pétrole produit au monde. L'enchaînement des faits historiques, pic de production de pétrole (1970), suspension de la convertibilité or au dollar et la fin des accords de Bretton Woods (1971), les accords de Téhéran (1971), et la guerre du Kippour (1973), a amené à une coalition des pays de l'OPEP. Ainsi, les embargos imposés par les pays arabes en octobre 1973 et les mesures prises par le Shah de quadrupler les prix du pétrole entre octobre et le "massacre de la veillée de Noël" ont causé deux années de récession. Cette décision a permis aux chefs d'État arabes la promotion de leurs exigences politiques et diplomatiques. Par ailleurs, l'impact économique de l'inflation du prix de pétrole de 1973 a été une inflation généralisée des prix, des taux d'intérêt élevés, une récession et un taux de chômage élevé. Ces fluctuations du prix de pétrole⁴⁸ ont provoqué des déséquilibres des paiements courants, et les pays de l'OPEP accumulent alors des

pétrodollars, des créances exprimées en dollars, monnaie de paiement du pétrole. Les États-Unis ont clairement bénéficié des pétrodollars et des investissements massifs occidentaux, permettant la hausse du cours du brut.

L'Arabie Saoudite se fournit en armement auprès des États-Unis (et de la France) en échange de construction d'infrastructures américaines⁴⁹ (chargée par l'armée américaine) tels que militaire, navale, télécom, à proximité des champs de pétrole et du siège de l'ARAMCO, dans l'oasis d'Al-Hassa.

Les États-Unis ont utilisé les pétrodollars dans l'objectif de déroger au Congrès américain tout en poursuivant les intérêts américains du temps de la guerre froide. Les États-Unis ont, de même, utilisé la Banque de crédit et de commerce international BCCI⁵⁰, fondée en 1972, pour leurs opérations secrètes de la CIA avec les Saoud. Cette banque, alimentée en argent via des crimes organisés (opium...) et finance des groupes armés, l'Irangate, les moudjahidines en Afghanistan. Selon un rapport de la CIA en 1977, l'Agence surveille l'état des réserves mondiales⁵¹ de pétrole. En 1974, l'Arabie Saoudite et les États-Unis dissimulent des volumes de réserves de pétrole de l'ARAMCO⁵², avant la nationalisation de cette dernière, le but étant de sous-évaluer les réserves en période d'abondance pour ensuite annoncer le "vrai volume" en période d'accroissement en fonction de la demande mondiale et des besoins américains.

Moyen-Orient, Afrique, Amérique Latine : les enjeux pétroliers récurrents du renseignement américain

Alors que le sol américain est pour la première fois attaqué le 11 septembre 2001, les Saoudiens n'ont pas eu de sanctions conséquentes malgré les alertes de la CIA. A ce moment, une série de contrats pétroliers sont en cours de finalisation avec l'Arabie Saoudite⁵³. En effet, un mémorandum de la CIA a été envoyé pour le président Bush, intitulé "Ben Laden déterminé à frapper aux États-Unis". Selon Ahmed Zaki Yamani, ancien ministre à l'OPEP, malgré la croissance de l'indépendance pétrolière des États-Unis, ces derniers ont besoin de l'Arabie Saoudite et son influence⁵⁴, avec ses dotations pétrolières massives. En raison du rôle que l'Arabie Saoudite⁵⁵ joue au sein de l'OPEP et de l'influence au Moyen-Orient et dans les pays musulmans, les interventions militaires, politiques, et économiques pour freiner la propagation de troubles à Bahreïn, Égypte, Tunisie, etc., les États-Unis n'ont pas d'autre partenaire engagé au Moyen-Orient (à l'exception d'Israël, qui est entouré de voisins antagonistes) ; on peut noter qu'en 2013, par exemple, les exportations américaines vers l'Arabie Saoudite ont dépassé 35 milliards de dollars⁵⁵ (19 milliards étant des exportations directes, soit une augmentation de 76% depuis 2009).

Aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis sont à la recherche d'une suprématie d'ordre géopolitique et géoéconomique. Les États-Unis sont producteurs de pétrole et grâce à leurs richesses naturelles, les américains ont éprouvé un besoin supplémentaire d'activité vers l'extérieur.

Ainsi, ils impliquent la communauté du renseignement pour pérenniser et garantir les approvisionnements énergétiques et dans les secteurs industriels associés à la course aux armements. Par conséquent, la posture américaine est offensive et défensive.

La Russie

—

L'histoire de l'usage des services de renseignement au service de la problématique pétrolière en Russie du 19^e siècle à nos jours a toujours eu pour objectif ultime le contrôle de la rente très lucrative issue d'une industrie jugée stratégique par les clans issus de l'élite au pouvoir. Les réserves russes, garantes de la stabilité de l'élite dirigeante, sont donc jalousement gardées et protégées des ennemis intérieurs et extérieurs par des hommes et des femmes de confiance issues de structures répondant directement aux ordres du Kremlin : les services de renseignement.

Ces derniers furent en première ligne durant plus de 150 ans dans une guerre discrète mais violente au sein et en dehors des frontières nationales pour le contrôle de l'Or noir, et permirent à la Russie de se hisser dans le sang au rang des plus grandes puissances de la planète. Ce contexte particulier, couplé à plusieurs changements de régimes, engendra progressivement l'émergence d'une culture du renseignement défensive et offensive singulière, riche et complexe, au sein d'un Etat multiethnique gouverné d'une main de fer.

Entre défaites, profondes remises en question et succès éclatants, l'histoire de la bataille discrète pour l'Or noir permet de lever le voile sur l'origine de nombreux aspects de la Russie actuelle et de mieux comprendre certaines décisions de ses dirigeants.

Un proverbe russe pourrait résumer à lui-seul cette véritable saga : « Tomber est permis ; se relever est ordonné ».

Du 19^e siècle à la Révolution russe : le renseignement au service de la défense de l'industrie pétrolière nationale

Les investissements étrangers comme catalyseur originel de l'industrie pétrolière russe

L'histoire du pétrole russe commence en 1805-1806, lorsque l'armée tsariste prit le contrôle de la région de Bakou dans l'Azerbaïdjan actuel. Traditionnellement exploité depuis l'Antiquité, le pétrole de la région fut pompé au 19^e siècle avec des équipements de fortune par des dizaines de petits producteurs grâce au système de l'Otkupchina. En 1860, ces 218 personnes exploitaient pour 4 ans une concession accordée par le Tsar. En 1873, le Tsar Alexandre III supprima cette règle afin d'attirer des investisseurs étrangers à construire de puissantes compagnies intégrées capables de résister à la concurrence, ce qui fut un catalyseur pour le développement de l'industrie pétrolière russe. Le suédois Robert Nobel, frère d'Alfred Nobel, fonda alors à Bakou la Compagnie pétrolière des frères Nobels (ou Branobel) et importa les dernières techniques d'extraction et de raffinage développées aux Etats-Unis. Attirés par l'opportunité, les frères français Rothschild fondèrent en 1888 la Compagnie pétrolière de la Caspienne et de la Mer Noire (ou Bnito) et construisirent un chemin de fer en partenariat avec Bunge et Palashkovsky en 1883 vers la Mer Noire. Afin de renforcer le réseau de distribution vers la mer, ils réalisèrent par la suite les premiers pipeline et tanker de l'Histoire. Les Nobel, les Rothschild et Zeynalabdin Tagiyev s'associèrent enfin en 1886 pour créer un deuxième pipeline afin de relier les marchés de Moscou

et de Saint-Pétersbourg⁵⁶.

Grâce aux capitaux et techniques importés de l'étranger, la production russe fut multipliée par 15 entre 1860 et 1900 et le pétrole de Bakou partit à la conquête des marchés européens. L'anglais Marcus Samuel profita de cette aubaine pour fonder en 1897 la Shell Oil Company afin d'exporter vers les marchés asiatiques le pétrole russe, puis s'allia avec Henri Deterding afin de former la Royal Dutch Shell (aujourd'hui Shell) en 1907. En 1901, la Russie devint alors le plus gros producteur et exportateur de pétrole au monde avec la moitié des extractions mondiales, et ce malgré une vaine guerre des prix lancée par l'hégémonique Standard Oil du pétrolier américain John Rockefeller. En 1902, un combinat fut formé entre la Shell, les Rothschild et la Royal Dutch⁵⁷ pour résister à ces attaques. C'est le début de la première guerre du pétrole, qui durera jusqu'à 1939.

Cependant, l'année 1901 marqua un tournant et montra la limite de l'Otkupchina. En effet, le nombre de forages ayant explosé (3000) et face à un régime fiscal lourd traduisant l'avidité de l'élite gouvernante et du Tsar pour la rente pétrolière, les producteurs se focalisèrent sur les profits à court terme en se livrant à une concurrence acharnée et ne modernisèrent pas les méthodes et techniques importées de l'Occident. En parallèle, la concurrence au niveau mondial finit par faire chuter les prix et sapa l'investissement. A partir de 1903, des troubles commencèrent à éclater car les ouvriers du pétrole, qui travaillaient dans un « enfer atroce » selon l'écrivain russe Maxime Gorki, se mirent en grève. Ces tensions, généralisées dans tout le pays, étaient fomentées par les anarchistes et surtout les socialistes.

La rente pétrolière en danger : la mobilisation de l'Okhrana

Le Tsar décida alors, afin de protéger la rente pétrolière qui arrosait l'élite, de mobiliser son service de renseignement : l'Okhrana. Fondé en 1881 et doté d'immenses pouvoirs, ses fonds importants lui permettaient de lutter de manière massive contre les révolutionnaires. Sergei Zubatov, son chef légendaire de 1896 à 1902, développa diverses méthodes qui devinrent la signature du service : infiltrations des syndicats, des partis politiques et des journaux marxistes en Russie et à l'étranger, réseaux étrangers de collecte de fonds pour l'économie russe, procédés anthropométriques, interception des lettres, recours à des proxys mafieux, etc⁵⁸. Il inventa également le Zubatovschina⁵⁹, qui consiste à créer des syndicats focalisés sur les aspects économiques et non idéologiques afin d'assécher le réservoir de recrutement socialiste et les troubles en découlant. Enfin, des agents provocateurs (souvent des révolutionnaires arrêtés et retournés) étaient chargés d'organiser des révoltes afin de dévoiler puis neutraliser les socialistes y participant.

A Bakou, ville ayant attiré des milliers de travailleurs de tout le Caucase grâce au développement de l'industrie pétrolière depuis 1873, la situation explosa et des massacres inter-ethniques furent organisés sur fond de guerre des classes⁶⁰. L'armée russe laissa faire, en raison de la méfiance du Tsar envers les Arméniens, alors principales victimes du bain de sang. A la suite de ces événements, la plupart des puits de pétrole, rouages essentiels de l'industrialisation russe, furent gravement endommagés. Aucune banque, en raison des troubles, n'accepta de prêter les sommes gigantesques nécessaires pour relancer la production. Désespérés, les Nobel et les Rothschild investirent alors à Maïkop et à Grozny, à quelques centaines de kilomètres de Bakou. Cependant, les champs pétroliers de la zone étant loin d'être aussi riches, la part de la Russie

dans le marché mondial s'effondra. Les Rothschild, dégoûtés, finirent par jeter l'éponge et revendirent leurs parts à la Royal Dutch Shell de Deterding en 1911. L'année 1914 verra quant à elle le démantèlement de la Standard Oil américaine en 34 entités à la suite d'un procès antitrust, dont la Standard Oil of New Jersey et la Standard Oil of New-York.

La première guerre mondiale et la Révolution de 1917 : le pétrole au cœur d'une lutte sans merci

En 1914, en dépit d'une situation intérieure explosive, la Russie entra dans la Première guerre mondiale. L'Allemagne marcha vers l'Est et infligea une défaite aux russes à Tannenberg, ce qui eut pour conséquence de fixer le front. Moscou chercha à défendre alors le Caucase par tous les moyens, face à une Allemagne en manque critique de pétrole. Londres lui vint en vain en aide en attaquant le détroit des Dardanelles en 1915-1916 afin de tenter de faire sauter le blocus des exportations pétrolières russes organisé par l'Empire ottoman, allié à Berlin. Cet affrontement trouve son origine dans le fait que le premier conflit mondial fit comprendre aux Etats que le pétrole était devenu le produit stratégique par excellence, à la base de l'économie, des premières armées motorisées, permettant de garantir l'indépendance nationale⁶¹. Epuisée par ce combat ainsi que par des troubles intérieurs croissants, la Russie tsariste finira par s'effondrer lors de la première révolution non socialiste de février 1917. Dès cet événement et l'effondrement de l'Armée tsariste qui en découla, les Arméniens, l'Allemagne, l'Empire Ottoman et le Royaume-Uni se jetèrent tour à tour sur le trésor noir du Caucase dans une bataille féroce.

L'arrivée au pouvoir des Bolcheviks de Lénine lors de la révolution d'octobre 1917 amplifia la confusion, en faisant naître une guerre civile entre « Russes rouges » socialistes et « Russes blancs » pro-tsaristes. Staline, libéré de prison après avoir gagné ses lettres de noblesses dans le Caucase, fut propulsé aux côtés de Lénine. Profitant du chaos, Henri Deterding en profita pour racheter les concessions pétrolières caucasiennes, dont celle des Nobel, en tablant sur la défaite de l'Armée rouge. La Standard Oil of New Jersey fit de même. Mal leur en prit : les Bolcheviks finirent par reprendre Bakou en 1920 pour de bon, avant de gagner la guerre civile et d'intégrer la nouvelle République socialiste soviétique d'Azerbaïdjan au sein de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS) en 1922. En 1920, ces derniers nationalisèrent également l'ensemble des entreprises, dont celles liées à l'industrie pétrolière du Caucase au profit de l'entreprise d'Etat Azneft.

La place du pétrole dans la montée en puissance du renseignement soviétique durant l'entre-deux-guerres

L'URSS allait toutefois très rapidement rencontrer deux puissants obstacles sur son chemin : la Standard Oil of New Jersey et surtout le patron de la Royal Dutch Shell Henri Deterding. S'étant fait spoliés les concessions pétrolières caucasiennes qu'ils avaient amassés avec les nationalisations de 1920, ils jurèrent de se venger des socialistes en dépit de la concurrence qu'ils se livraient entre eux. Deterding, après avoir financé massivement les « blancs » dans la guerre civile, fit rompre les relations diplomatiques entre Moscou et Londres après la victoire des « rouges »⁶². Une tentative d'embargo sur le pétrole russe fut également organisée de concert avec la Standard Oil of New Jersey. Face à ces attaques, Moscou réagit en s'inspirant des idées de Karl Marx : face aux capitalistes, divisez vos ennemis, réglez sur eux et prenez le

contrôle des marchés. La réponse soviétique fut simultanément portée sur quatre fronts : la reconstruction des capacités pétrolières nationales, au Moyen-Orient, en Europe et aux Etats-Unis.

Le front intérieur : reconstruire la puissance pétrolière soviétique

En 1922, l'industrie pétrolière du Caucase nouvellement nationalisée était si dévastée que Lénine leva d'énormes fonds pour la reconstruire tout sollicitant, comme le Tsar avant lui au 19^e siècle, une assistance technique étrangère dans l'exploration, la production et le raffinage. La Barnsdall Corporation fut la première entreprise occidentale, suivie de bien d'autres, à apporter les dernières innovations technologiques, managériales et techniques. Grâce à cette stratégie, la production pétrolière russe repartit fortement à la hausse et dépassa le pic de 13 millions de tonnes de 1901 en 1929. La même année, de nouveaux champs furent découverts et mis en activité dans les régions de l'Oural et de la Volga. En 1930, n'ayant plus besoin d'eux, Moscou annula quasiment tous ses accords passés avec les industriels étrangers jusqu'à la fin des années 1980. La production de brut russe augmenta rapidement par la suite à mesure que Staline plaça le pétrole au centre de sa révolution industrielle durant l'entre-deux guerres. Moscou allait désormais pouvoir s'orienter sur le socle de la puissance britannique : le pétrole du Moyen-Orient.

Le front moyen-oriental : cibler le talon d'Achille de l'hégémonie britannique en Perse

Le 31 août 1907, la Perse avait déjà été partagée en deux zones d'influence : russe au Nord et anglaise au Sud. Après la découverte de pétrole en 1908, l'Anglo-Iranian Oil Company est fondée par les Britanniques l'année suivante. Au cours de la Première guerre mondiale, l'Iran fut envahi par les russes, les anglais et les allemands. A partir de 1917, profitant de la Révolution russe, Londres en profita pour renforcer son pouvoir en Iran jusqu'à vouloir imposer un accord de protectorat. La découverte par les socialistes dans les archives du ministère tsariste des Affaires étrangères d'un document détaillant l'accord Sykes-Picot de 1916, partageant le Moyen-Orient et ses ressources pétrolières entre la France et le Royaume-Uni, fit comprendre aux Bolcheviks et à la Tchéka que le pétrole du Moyen-Orient était le talon d'Achille de Londres. Moscou tentera en vain de soutenir une rébellion dans le Nord du pays, qu'il domine économiquement, afin de contrebalancer la tentative anglaise.

Face à aux méthodes brutales des Anglais, Moscou aurait finalement entrepris de prendre Londres à son propre jeu en envoyant dès 1920 un agent du Guépéou à Téhéran : Abram Einhorn. Officiellement gérant d'un garage à Téhéran, il aurait utilisé cette couverture pour faire voyager ses agents dans toute la Perse. Il aurait identifié rapidement les espions britanniques dans le pays, tout en interceptant les communications anglaises (et donc de l'Anglo-Persian Company) par voies postale et télégraphique à la manière de l'Okhrana. En parallèle, dans la plus pure tradition socialiste, son équipe aurait lancé une vaste opération de propagande dénonçant l'impérialisme britannique tout en promouvant le droit des perses à disposer de leurs richesses.

Le front américain : tentative de dynamitage de l'embargo de la Standard Oil of New Jersey et de la Royal Dutch Shell contre le pétrole russe

En parallèle de ses actions en Perse, Einhorn se serait également rapproché de l'américain Harry F. Sinclair, un pétrolier indépendant de l'Oklahoma, afin de l'utiliser comme « idiot utile » pour neutraliser l'embargo de la Standard Oil of New Jersey et de la Royal Dutch Shell contre le pétrole russe. Afin de l'appâter, Moscou lui offrit une concession à Bakou au lendemain de la guerre, en imposant une clause conditionnelle. En effet, en plus d'investir 23 millions de dollars dans l'industrie pétrolière soviétique, Sinclair devait jouer de son amitié avec le Président des Etats-Unis Warren Harding afin d'obtenir de celui-ci la reconnaissance de l'URSS (et ainsi obtenir un prêt). De même, les Russes tentèrent un coup diplomatique en octroyant à Sinclair une concession sur l'île de Sakhaline, pourtant envahie par le Japon lors de la Première guerre mondiale. Conscients que Harding était à l'époque contre l'invasion japonaise de l'île, ils tentèrent un coup de poker afin de voir comment le président américain allait réagir.

Cependant, lorsque Sinclair arriva aux Etats-Unis avec ses nouveaux actifs pétroliers dans le Caucase, il déclencha la colère de la Standard Oil of New Jersey et de la Royal Dutch Shell car il détenait ce que les deux majors considéraient comme étant leur propriété (malgré la nationalisation soviétique). Elles firent donc pression sur le Secrétaire d'Etat américain afin qu'il refuse d'agir en faveur de Sinclair. Derrière, la Standard Oil of New Jersey neutralisa les tentatives de celui-ci de s'implanter avec l'accord de Moscou dans le Nord de la Perse en le prenant de court. En perte de vitesse, Sinclair fut finalement mis hors-jeu à la suite de sa participation dans le scandale de corruption du Teapot Dome en 1923 (révélé en sous-main par la Standard Oil of New Jersey ?). En réaction, Moscou et Téhéran annulèrent les concessions accordées à celui-ci. Les deux majors américaines avaient gagné la première manche.

Le front européen : détruire les parts de marchés et l'influence d'Henri Deterding

Cependant, jouant de la cupidité capitaliste, Moscou utilisa un nouvel « idiot utile » dans une passe difficile : La Standard Oil of New York, ou Socony. Les Soviétiques lui proposèrent du pétrole bon marché afin de la renflouer. Deterding tenta en vain de lui faire une guerre des prix. Cependant, le 11 mai 1927, les autorités britanniques perquisitionnèrent la Arcos Ltd, une représentation commerciale de l'URSS à Londres. Les anglais (sur les conseils de Deterding ?) démasquèrent en vérité une tête de pont du Guépéou, dans la lignée de celles mises en place par l'Okhrana pour l'espionnage économique. Le tollé fut si énorme que Londres annula un prêt de 10 millions de livres et la vente de machine outils venant d'être autorisés à l'URSS. Deuxième défaite du renseignement soviétique.

Moscou tenta alors de cibler l'Espagne de Miguel Primo de Rivera. Ce dernier ayant nationalisé la distribution d'essence en 1928, la Standard Oil of New Jersey et la Royal Dutch Shell (qui possédaient 75% du marché) s'organisèrent afin que l'essence espagnole devienne 20% plus chère que dans les pays voisins. L'idée est de rendre le dictateur impopulaire et de le faire tomber. Moscou le sauva alors en lui proposant du pétrole bon marché, et le Guépéou envoya Dmitri Navachine sur place⁶³. Celui-ci, via une clause secrète du contrat russo-espagnol, détourna des fonds afin de financer l'opposition socialiste républicaine. Face à cela, la Standard Oil of New Jersey et Deterding lancèrent une campagne d'influence pour insinuer que les fruits et légumes espagnols, principaux produits d'exportations, étaient infectés par un parasite. Une

crise économique en découla, et fit tomber Primo de Rivera le 28 janvier 1930. Derrière, le marché pétrolier reviendra aux deux majors. Troisième défaite soviétique⁶⁴.

Les premières grandes victoires du renseignement soviétique via le pétrole : la mainmise sur la Perse et la reconnaissance de l'URSS par Washington

La première victoire du renseignement soviétique dans le domaine pétrolier vint de la Perse, où le Guépéou se déchaîna à la manière de l'Okhrana : vols de lettres, écoutes télégraphiques et téléphoniques massives, sabotages de puits de pétrole, etc. Einhorn entra par la suite dans la légende le 26 novembre 1932, lorsqu'il se rendit en personne au QG perse de l'Anglo-Persian. Il demanda alors au PDG de cette dernière s'il « connaissait la nouvelle ». Le responsable, abasourdi, le vit alors partir de la salle sans dire un mot. Une véritable panique s'en suivit. Le lendemain, Rezha Shah Pahlavi annulait la concession obtenue 21 ans plus tôt par Knox D'Arcy pour l'Anglo-Persian. Les anglais finirent malgré tout par arracher en 1933 une concession sur un tiers du pays, tout comme Moscou. Le dernier tiers sera accordé à Washington en 1937. Première victoire.

En parallèle, sur le front américain, les Russes utilisèrent la Socony comme « idiot utile » afin de lancer à partir de 1932 une campagne d'influence en faveur de la reconnaissance de l'URSS. L'aide économique soviétique proposée en retour séduisit de nombreux citoyens dans une Amérique touchée par la Grande dépression. En 1934, après 15 ans d'efforts, Moscou obtint enfin grâce à son « oilpolitik » et son renseignement la reconnaissance officielle de l'URSS par Roosevelt. Cette immense victoire, couplée à l'effondrement de la puissance britannique en Perse, venait de hisser le renseignement soviétique parmi les grands de ce monde. Après tant de temps à construire sa réputation, celui-ci s'apprêtait désormais conquérir ses lettres de noblesse.

La dimension stratégique du pétrole pour le renseignement soviétique

Le pétrole était une préoccupation constante pour Hitler, à la tête d'un pays qui, comme en 1914, était handicapé par ses faibles réserves de brut. Après avoir vu les occidentaux lâcher la Tchécoslovaquie au IIIe Reich en 1938, Staline passa un pacte de non-agression avec celui-ci le 23 août 1939 afin de tenter de repousser les appétits allemands vers l'Ouest. Lors du découpage de la Pologne, Moscou récupère les champs pétroliers de Boryslaw et y fait venir ses techniciens afin d'étudier les installations alors à la pointe de la technologie. En parallèle de celui-ci, un accord commercial prévoyant, entre autres, la livraison de pétrole aux Allemands, est signé⁶⁵. Absolument capitales pour la Wehrmacht, ces livraisons feront bondir les Alliés, au point que Londres et Paris envisagèrent d'aller bombarder les industries pétrolières de Bakou (opération Pike). Ces dernières continueront toutefois jusqu'au lancement par Hitler de la conquête de l'URSS le 22 juin 1941.

Le pétrole du Caucase, une ressource stratégique capable de faire basculer le sort de la guerre à protéger à tout prix

L'un des grands objectifs de l'invasion allemande de l'URSS fut, forcément, le pétrole du Caucase (qui commença à inonder dès le début de l'attaque allemande cette fois-ci l'Armée rouge et les

Alliés). En juillet 1942, Hitler lança l'opération Fall Blau⁶⁶ contre le Caucase et le 9 août, l'armée allemande atteignit les champs pétroliers de Maïkop. Cependant, grâce à l'action de Nikolai Baïbakov⁶⁷, envoyé sur place par Staline lui-même, les Soviétiques avaient eu le temps de démanteler, déménager, saboter et boucher les précieux puits. Les russes réussirent ainsi à contenir les appétits allemands envers le pétrole de Bakou sur leur propre territoire. Cependant, la quête allemande pour le pétrole, ressource stratégique au cœur de la mobilité chère à la Blitzkrieg et de la puissance industrielle nazie, s'orienta également vers l'un des talons d'Achille de la puissance britannique : l'Iran.

Contenir l'expansion allemande et assurer la survie du nouvel allié britannique : l'opération Countenance en Iran

Afin de cacher les préparatifs de l'opération Barbarossa durant l'hiver 1940-1941 tout en lorgnant sur le pétrole du Moyen-Orient, Hitler avait fait courir le bruit d'une invasion allemande de la Jordanie, de la Turquie et de l'Irak. En 1940, le Premier ministre irakien Rachid Ali al-Gillani tenta également de réorienter son pays vers l'influence de Berlin. Face à ces menaces, les britanniques et les français conquièrent l'Irak (avril-mai 1941) et la Jordanie (juin-juillet 1941). Cependant, la Perse (devenue Iran en 1935) de Rezha Shah Pahlavi avait également développé de proches relations avec le Reich (qui y envoya une foule d'espions). En réaction, Londres fit alliance avec Moscou (après le début de Barbarossa) afin d'envahir le pays pour le sécuriser : c'est l'opération Countenance⁶⁸. Celle-ci se déroula du 25 août au 17 septembre 1941, et permit au Royaume-Uni de sécuriser (avec l'Irak) une source de pétrole absolument vitale pour la survie du pays dans la guerre ainsi qu'un corridor permettant l'acheminement de marchandises et d'armes à l'URSS. Les Britanniques lancèrent leurs troupes sur le Sud du pays, et les soviétiques sur leur chasse gardée historique du Nord. Rezha Shah Pahlavi fut destitué au profit de son fils, Mohammed Reza Pahlavi⁶⁹.

Ayant ainsi empêché Hitler de mettre la main sur le pétrole du Caucase et de l'Iran, les Alliés purent disposer d'un avantage stratégique leur permettant de bénéficier d'une meilleure mobilité pour leurs forces face à une armée allemande souvent paralysée par le manque d'essence. Le 8 mai 1945, la Seconde guerre mondiale vit la victoire des Alliés en Europe. Deux superpuissances se démarquèrent alors : les Etats-Unis et l'URSS. Ces deux dernières allaient par la suite s'affronter de manière indirecte au travers de la guerre froide jusqu'en 1991.

Le renseignement comme acteur déterminant du redressement du secteur pétrolier

Après une tentative de coup d'Etat en août 1991, l'URSS s'effondra le 25 décembre 1991 et un nouveau président fut élu à la tête de ce qui s'appellerait désormais la Fédération de Russie : Boris Eltsine. Face au chaos et afin d'éviter un effondrement total de l'Etat, il tenta timidement d'adopter un mode de gouvernement responsable en nommant des libéraux et des conservateurs au gouvernement tout en muselant la puissante caste des gouverneurs régionaux. Eltsine accorda à cette dernière de grandes prérogatives pétrolières ainsi que des parts dans plusieurs compagnies étatiques du secteur afin que les gouverneurs bénéficient d'une source de revenus considérable dans un contexte économique volatil. La rente pétrolière, historiquement au bénéfice de la caste dirigeante depuis le 19^e siècle, venait d'être partagée avec la caste régionale. L'industrie pétrolière, contrôlée par une kyrielle de ministères sans

coordination durant l'URSS, fut alors placée sous l'autorité du Ministère des hydrocarbures, de l'énergie et de l'industrie du charbon (Mintop). Rosneftegaz fut également créée en 1991 afin de superviser le secteur et agréger les 46 associations de production régionales.

Cependant, les régions étaient ainsi devenues trop puissantes face à l'Etat central. Le président décida alors d'autoriser la privatisation partielle de l'industrie pétrolière afin de créer une nouvelle classe de propriétaires capable de contrebalancer les gouverneurs : les oligarques. En 1992, un décret présidentiel autorisa la création de quatre structures : la compagnie d'Etat Rosneft (nouveau nom de Rosneftegaz⁷⁰), et les compagnies privées Lukoil, Yukos et Surgutneftegas qui furent privatisées. La privatisation, poussée par les libéraux et très impopulaire, poussa alors Eltsine à nommer en 1994 deux conservateurs ayant fait carrière dans le pétrole au gouvernement : le Premier ministre Yegor Gaidar et le Vice-Premier ministre Anatoli Tchoubais. Ces derniers ont convaincu Eltsine de garder la mainmise de l'Etat sur le pétrole, en acceptant que Rosneft devienne une société par actions toutefois contrôlée par l'Etat à 51%. De même, 6 nouvelles compagnies pétrolières privées où l'Etat contrôlait 38% des parts furent créées : Sidanco, Slavneft, Eastern Oil Company (VNK), Onaco, TNK et Sibneft. On notera que 15% des parts furent ouvertes aux étrangers⁷¹. Ce transfert massif de pouvoir de l'Etat vers les groupes industriels et financiers désormais propriétaires de parts dans ces compagnies permit la montée en puissance des oligarques. Eltsine entreprit également pour se faire réélire en 1996 de séduire les oligarques et les libéraux en créant le système des « prêts contre actions » : chaque oligarque, s'il renflouait le budget de l'Etat, se voyait octroyer des parts dans des entreprises (notamment pétrolières) en fonction de sa loyauté au président. Après sa réélection, Eltsine laissa carte blanche aux oligarques et favorisa la privatisation. Les pétroliers en profitèrent pour se cannibaliser, devenir des monopoles régionaux et d'acheter de l'influence au sein du Parlement et des administrations.

Cependant, bien que le danger des gouverneurs était désormais contrebalancé grâce à ce système, ce fut au tour des oligarques de devenir trop puissants. Ceux-ci fragilisèrent l'Etat en manipulant les prix du pétrole et en faisant de l'optimisation fiscale. De même, les oligarques pétroliers commencèrent à se faire remarquer négativement en raison de trois facteurs. Le premier était que ces 10 années de privatisation avaient focalisé l'attention des pétroliers au détriment du maintien des niveaux de production, qui s'étaient effondrés de 40% entre 1990 à 1999. Le second était dû aux entreprises pétrolières détenues par des financiers (Yukos et Sibneft) : ces dernières ne souhaitaient pas lancer l'exploitation de nouveaux champs et privilégiaient les profits à court terme, reproduisant ainsi les erreurs des années 1900. Enfin, Yukos et Sibneft, en plus des banquiers contrôlant TNK, commencèrent à vendre des parts à des majors américaines, ce qui mettait en danger la sécurité économique nationale selon Eltsine. Toutefois, cela permit des transferts de technologies qui engendrèrent une remontée de la production pétrolière russe de 43% de 1999 à 2003.

Le renseignement russe comme gardien discret d'une industrie pétrolière en danger

La réforme des services de renseignement de Boris Eltsine entreprise dans les années 1990 démantela le KGB en plusieurs agences et laissa sans emploi des dizaines de milliers de ses anciens membres dans une Russie en proie au chaos économique. Ces derniers vendirent alors massivement leurs savoir-faire auprès des oligarques, des partis politiques, des banques, des

entreprises privées, de la mafia, etc. Entre 1993 et 1995, les majors pétrolières russes se les arracheront afin de les accueillir au sein de leurs directions de sécurité et se doter de capacités redoutables en intelligence économique. Au sein des services de renseignement, les privatisations au profit des oligarques furent très mal vécues et le président fut accusé de brader les restes de la puissance soviétique. Ce traumatisme, en plus de leur impossibilité d'agir ouvertement, déclencha un changement culturel capital. En effet, de plus en plus d'agents s'identifièrent comme les descendants de la Tchéka, à l'époque chargée d'assurer la survie du régime bolchevik naissant à tout prix. Les services de renseignement devinrent ainsi les gardiens secrets de la puissance russe malmenée par Eltsine, et auraient alors commencé à surveiller de très près la nouvelle caste des oligarques afin de garder un œil sur les matières premières et entreprises stratégiques de l'ex-URSS⁷². Grâce à l'évasion de plusieurs milliards de dollars sur des comptes bancaires et des sociétés offshores situées dans le monde entier en prévision de la chute de l'URSS, le KGB aurait directement investi via des intermédiaires dans de nombreux secteurs⁷³. De même, certains oligarques bénéficièrent de l'appui de membres du renseignement pour investir dans certains domaines afin notamment de sécuriser les matières premières stratégiques, dont le pétrole. Certains soupçons ont notamment été relevés concernant l'entreprise du magnat russe Mikhail Khodorkovski, Yukos, car celle-ci avait développé des relations avec la société offshore Djamblik. Cette dernière, créée dès 1984, serait devenue un bénéficiaire des activités pétrolières de la compagnie pétrolière par la suite. La question de savoir si Khodorkovski fut piloté discrètement par le KGB afin de sécuriser certains actifs pétroliers reste aujourd'hui posée⁷⁴.

Cependant, la démission de Boris Eltsine le 31 décembre 1999 en faveur de son Premier ministre viendra permettre à un homme, ancien Lieutenant-colonel du KGB et ex-directeur du FSB, de faire relever la tête au renseignement russe en accédant au Kremlin : Vladimir Poutine. Celui-ci répondra au chaos hérité des années Eltsine en utilisant le renseignement pour effectuer ce en quoi il était passé maître : (re)prendre le contrôle d'un pays et de son pétrole.

Le renseignement réformé par Poutine comme instrument de contrôle de la rente pétrolière

De 2000 à 2020, Vladimir Poutine va restaurer l'autorité de l'Etat de manière verticale tout en respectant l'héritage du passé impérial russe. Pour ce faire, il va tout d'abord rétablir un équilibre au sein du gouvernement entre les libéraux, favorables au secteur privé, et les conservateurs étatistes majoritairement issus du renseignement. Poutine donnera tout d'abord l'avantage aux ministres libéraux, en leur demandant de stopper l'optimisation fiscale ainsi que la manipulation des prix dans le secteur pétrolier, et ce en créant un nouveau système fiscal favorable à l'Etat tout en ordonnant le remboursement des sommes détournées. Le chef du Kremlin autorisera aussi Gazprom et Rosneft à absorber leurs concurrents, afin d'engendrer un retour de l'Etat dans le secteur en créant deux champions nationaux étatiques. Le patron de Yukos, Mikhail Khodorkovski, fera échouer les libéraux en achetant des parlementaires et tentera de s'ouvrir à des majors américaines tout en menant une politique étrangère indépendante (notamment via la construction d'un pipeline vers la Chine)⁷⁵.

Excédé face au pouvoir des oligarques, le Président donnera alors l'avantage aux conservateurs en utilisant des personnalités issues du milieu du renseignement ainsi que les réseaux des anciens du KGB afin de renforcer son contrôle sur l'administration, l'économie, l'armée, la mafia et

surtout l'industrie pétrolière. La phase d'infiltration commençait. En parallèle, Khodorkovski sera mis en prison par le FSB en 2003 et Yukos se fera avaler par Rosneft en 2004. Il servira d'exemple, instaurera la soumission des oligarques au Kremlin et réorientera la corruption exercée par ces derniers en faveur des intérêts de l'Etat. Un accord tacite fut ainsi passé entre Poutine et les oligarques : vous pouvez investir afin de consolider les entreprises ainsi que leurs marchés intérieurs et surtout à l'export. Cependant, il n'est pas permis d'entrer sur le terrain politique ou les conséquences seront immédiates. La phase de neutralisation des opposants était terminée.

En parallèle, Poutine recherchera sans cesse l'équilibre dans la lutte incessante entre libéraux et conservateurs en permettant à leurs clans de mettre la main sur les hydrocarbures. Il reconstruira ainsi la structure économique basée sur la rente des hydrocarbures héritée de l'URSS et du Tsar, tout en redistribuant cette dernière aux différents clans et en réaffirmant la mainmise de l'Etat sur les ressources stratégiques. Ainsi, chaque camp aura droit à son bras armé dans la politique étrangère du Kremlin : les libéraux auront Gazprom (gaz), et les conservateurs Rosneft (pétrole). L'Etat, lui, s'assurera également du contrôle des réseaux d'acheminement des hydrocarbures, comme Transneft pour le pétrole, tout en diversifiant ses routes d'exportation à l'étranger. On trouve ainsi en Russie un système unique, où les membres du gouvernement, les hauts fonctionnaires et surtout d'anciens agents de renseignement (et souvent tout à la fois) exercent également des activités au sein d'entreprises, notamment pétrolières. Le Vice-Premier ministre de l'Energie de 2008 à 2012, chef de file des conservateurs et l'un des siloviki les plus hauts placés, Igor Setchine, est ainsi également Président du conseil d'administration (CA) de Rosneft depuis 2004. De même, de très nombreux agents de renseignement ou fonctionnaires issus du renseignement sont actuellement en poste dans tous les CA des grandes entreprises du secteur pétrolier. En 2006, l'introduction en bourse de Rosneft permit également au renseignement russe d'accéder aux réseaux des institutions financières et des grandes entreprises occidentales. Pour la première fois depuis 1991, l'économie réorientée vers les hydrocarbures allait mieux, et l'équilibre entre conservateurs et libéraux avec Poutine comme arbitre en son centre garantissait enfin la stabilité en Russie. Poutine favorisa également certains oligarques fidèles en leur octroyant des contrats publics avantageux dans l'industrie lourde, tout en les autorisant à racheter des actifs pétroliers. La phase de contrôle de l'économie et du monde politique était ainsi réalisée.

De 2008 à 2012, Poutine laissa sa place de Président de la Fédération de Russie à son ancien Premier ministre, Dmitri Medvedev, et devint lui-même Premier ministre de celui-ci. Medvedev fit reculer la place de l'Etat au sein des CA du secteur des hydrocarbures, tout en relançant le débat des privatisations. Poutine se chargea de trouver un équilibre entre libéraux et conservateurs. Revenu au Kremlin en 2012, Poutine réaffirma la présence des anciens et actuels fonctionnaires des services de renseignement dans les CA des entreprises et autorisa l'un des chefs des conservateurs, Igor Setchine, à racheter la joint-venture TNK-British Petroleum créée en 2003-2005. Cela lui permit de garder la main sur les actions de BP en Russie dans la ligne de la politique de « nationalisme énergétiquement défensif » souhaitée par le Kremlin, tout en utilisant Rosneft comme base d'action pour conquérir des actifs et des parts de marché à l'international. En parallèle, Rosneft, forte de ses partenariats avec ExxonMobil, ENI, Statoil et désormais BP, utilisa ces « idiots utiles » afin de bénéficier des transferts de technologie nécessaires aux développements des nouveaux champs pétroliers extrêmes en Sibérie orientale et en Arctique. Cette situation fait écho à la conception du « capitalisme d'Etat » de Poutine, dans

lequel l'Etat et les entreprises sont partenaires pour soutenir la guérison de l'économie russe, mais avec l'Etat dans le rôle de leader via des investissements dans des secteurs-clés.

En parallèle du redressement de l'économie via les hydrocarbures, Poutine redonna de la puissance à ce qui lui avait permis de contrôler les principales structures de pouvoir du pays : les services de renseignement, et plus particulièrement le FSB⁷⁶. Les services russes font partis des « structures de force » du régime russe, et leurs agents des réseaux « siloviki » agrégeant les militaires, les policiers, les fonctionnaires des Ministères de la Défense et de l'Intérieur, etc. Le chef du Kremlin redonna aux services de renseignement une grande autonomie stratégique et opérationnelle, sans aucun mécanisme de surveillance institutionnel, tout en mettant l'accent sur les activités de renseignement économique. Poutine considérait en effet, que les services de renseignement étaient des ressources asymétriques utiles à mobiliser contre des puissances occidentales plus riches et plus fortes. En parallèle, les contacts furent massivement rétablis avec les réseaux des anciens du KGB présents dans tous les acteurs de la société. Poutine autorisa également l'absorption progressive des différents services de renseignement hérités de l'époque Eltsine au sein du FSB, légitimant ainsi la véritable guerre intestine que se livrent les agences, jusqu'à finalement recréer la puissance du KGB en 2016.

Cependant, le FSB, désormais omnipotent, diffère du KGB sur certains points. En effet, bien qu'il ait hérité des structures, des méthodes opérationnelles et des archives du KGB, le FSB n'est pas un tout répressif sur l'ensemble de la société comme son ancêtre mais un instrument de contrôle plus lâche du pouvoir sur les principales structures de pouvoir russe. Il est la colonne vertébrale permettant à Poutine de redistribuer les richesses économiques du pays aux clans favorisés, garantir la loyauté des gouverneurs et des oligarques, et pacifier la dissidence. Poutine s'appuie ainsi sur le FSB pour assoir l'ensemble de son pouvoir, tandis que Staline, méfiant, utilisait plusieurs structures qu'il maintenait strictement séparées : le parti communiste et les différentes agences de renseignement. En parallèle, l'ancien officier du SVR Leonid Reshetnikov entreprit également tout un travail visant à lier cette renaissance du renseignement russe à une renaissance spirituelle orientée sur l'Okhrana, le mouvement Russe blanc, l'idée orthodoxe blanche et le retour de l'Empire. Après tant d'années de misère sous Eltsine, Poutine venait ainsi de recréer la puissance du renseignement russe ainsi que la « réserve active » du KGB, tandis que Reshetnikov lui avait redonné une nouvelle identité en le faisant entrer au panthéon des guerriers russes anti-occidentaux. Cependant, cette situation fit rapidement apparaître un nouveau problème « à la Eltsine » : les conservateurs issus du renseignement seraient devenus trop puissants.

Rosneft, grâce au réseau Setchine, a absorbé plusieurs entreprises depuis 2000 et est devenue puissante, au point de devenir un peu trop indépendante et d'attirer l'attention de Vladimir Poutine. En 2014, celle-ci a provoqué l'ire du chef du Kremlin en contribuant à la chute du rouble liée aux sanctions occidentales de 2014 par ses efforts de financements. De même, Setchine n'hésite pas à aller au bras de fer avec Poutine, notamment sur le pourcentage de dividendes que son entreprise doit reverser à l'Etat russe. Ce dernier a réussi à convaincre en 2015 Vladimir Poutine de ne finalement pas privatiser l'entreprise pétrolière Bachneft et de la laisser au plus offrant : Rosneft. Son propriétaire, Vladimir Evtouchenkov, aura la mauvaise idée de rechigner à lui vendre : il finira en résidence surveillée avec une amende de 1,9 milliards d'euros. En novembre 2016, Setchine se fera prendre alors qu'il verse au ministre du Développement économique un pot de vin de 2 millions de dollars afin que celui-ci lève son

opposition à la prise de contrôle de Bachneft. Poutine, excédé, enverra son ministre en camp de travail et licenciera Oleg Feoktistov, le n°2 de Setchine, de ses postes au sein de Rosneft et du FSB qu'il occupait conjointement afin d'affaiblir le chef des conservateurs. Feoktistov était à la tête du 6e Bureau du Service d'inspection interne du FSB, l'unité d'élite la plus puissante du service surnommée « les Commandos de Setchine ». Cependant, les actions du Président de Rosneft peuvent également s'avérer plus graves comme en 2020, où il réussit à convaincre Poutine de rompre avec l'alignement de la stratégie pétrolière russe sur celle de l'Arabie Saoudite en vigueur depuis 2016. En effet, en pleine crise du coronavirus, le prix du baril se mit à plonger et Riyad souhaita baisser sa production pour augmenter les prix. Setchine, estimant qu'un pétrole cher favorisait le pétrole de schiste de l'ennemi américain, fit alors campagne avec succès pour une rupture avec les Saoud et l'OPEP. Résultat : les cours s'effondraient à nouveau, et la situation économique russe fut telle que Poutine dut se réaligner un mois plus tard sur l'Arabie Saoudite afin de faire remonter les cours et soulager l'économie nationale en récession dans un contexte social tendu⁷⁷. Le clan libéral au sein du gouvernement en sera furieux, et dénoncera la rupture de l'équilibre précaire obtenu entre Libéraux et Conservateurs issus du renseignement qui se confirme depuis quelques années.

La France

—

En France, la notion de guerre économique n'a jamais été associée de manière stratégique à l'orientation de l'action des services de renseignement, à l'exception des conflits militaires. Quant à la problématique pétrolière, la France se situerait plutôt sur une doctrine de consommateur, dans un but de recherche d'indépendance. Une posture qu'elle adopte véritablement est la constitution d'un stock énergétique stratégique en France. En ce sens, il s'agit de sous-traiter ce problème énergétique par les sociétés pétrolières et hydrocarbures nationales (Gaz de France, Total, Elf) à qui on demande d'assurer la souveraineté du pays.

La 1^{ère} Guerre mondiale : avancées significatives mais éphémères des services de renseignement dans la problématique pétrolière

Un Français, Gustave Adolphe Hirn, est le premier au monde à maîtriser la fabrication d'un pétrole presque pur, en 1854. De plus, le gisement de pétrole de Pechelbronn en Alsace était « régulièrement exploité depuis Louis XV ». Ces deux éléments prouvent donc que le pétrole n'était pas nouveau en France à l'aube de la Première Guerre mondiale.⁷⁸

Mais alors que l'ère pétrolière n'en est qu'à ses balbutiements, la France n'adopte pas la stratégie offensive qu'ont les Américains et les Britanniques sur l'or noir. Elle va donc accumuler un retard handicapant en matière d'indépendance énergétique.⁷⁹

En effet, le pouvoir politique adopta une « stratégie purement défensive ». Il chercha ainsi en vain à « réduire la puissance des compagnies pétrolières étrangères en contrôlant la distribution des carburants sur le marché intérieur »⁸⁰ et en organisant l'importation en cartel (dit Cartel des dix).⁸¹ Contrairement aux Etats-Unis et à la Grande-Bretagne, la France n'exploite pas les ressources de son territoire métropolitain ou impérial. Elle ne favorise pas non plus l'émergence d'une compagnie pétrolière française d'envergure internationale à l'instar de la Shell ou de la Standard Oil.⁸²

Les élites étaient également persuadées qu'en cas de guerre avec l'Allemagne, celle-ci serait courte. L'accumulation de réserves, pourtant conseillée par le Comité consultatif des pétroles dès 1912⁸³, leur semblait inutile. En outre, le commandement militaire ne se préoccupait guère davantage de la question du pétrole car l'armée était très peu motorisée avant le déclenchement de la guerre et les archives sur le « budget de la Guerre montrent que l'essence était payée en 1914 sur le chapitre intitulé *alimentation des hommes et des chevaux*. »⁸⁴

En somme, la France aborde le premier conflit mondial avec une cécité absolue quant à l'importance stratégique que va prendre l'or noir au cours de la guerre.

C'est donc le choc lorsque la pénurie de pétrole risque de faire basculer la guerre en faveur de l'Allemagne aux cours des années 1917-1918. En effet, la France est rapidement coupée d'importantes sources d'approvisionnement : d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie dès août 1914⁸⁵, puis de Russie et de Roumanie à cause de la fermeture du détroit des Dardanelles⁸⁶.

Elle se retrouve ainsi rapidement dépendante du pétrole américain. Mais devant l'accroissement constant de la demande, en raison de la motorisation toujours plus importante des armées, celui-ci vient aussi bientôt à manquer. C'est ainsi que Clémenceau, alerté du niveau alarmant des stocks d'essence (environ trois semaines de consommation), est contraint d'appeler à l'aide son homologue, le président américain Woodrow Wilson, pour qu'il envoie « au plus vite 100 000 tonnes de pétrole »⁸⁷. Son message restera célèbre : « *Au moment décisif de cette guerre, où l'année 1918 va ouvrir des opérations militaires capitales sur le front français, les armées ne doivent à aucun moment être exposées à manquer de l'essence nécessaire aux camions automobiles, à l'aviation et à l'artillerie de campagne par tracteurs [...]. Si les Alliés ne veulent pas perdre la guerre, il faut que la France combattante, à l'heure du suprême choc germanique, possède l'essence aussi nécessaire que le sang dans les batailles de demain.* »⁸⁸

Le cas de la section économique et du pétrole

Toutefois, l'État-Major des armées n'est pas resté inactif sur la question du pétrole. En effet, une section économique est créée en 1915 au 2^{ème} bureau. Dédiée au renseignement économique, elle fut notamment chargée d'organiser « la collecte d'informations nécessaires à l'identification des axes de ravitaillement allemands et à l'étude des dispositions à prendre pour arrêter ce ravitaillement. »⁸⁹ En effet, une étude approfondie des archives du Service Historique de la Défense éclaire sur les activités de la section. En particulier sur l'intérêt porté au pétrole, devenu « aussi nécessaire que le sang dans les batailles. »⁹⁰

La section participe ainsi à l'organisation du blocus économique en liaison avec le Ministère des Affaires Étrangères et les Alliés. Tout d'abord, en élaborant des listes noires des produits interdits d'importation et d'exportation avec les Empires centraux.⁹¹ Le pétrole et ses sous-produits figurent bien évidemment sur ces listes avec une attention particulière pour le pétrole de Galicie, province de l'empire d'Autriche,⁹² car elle constitue « une des principales sources d'approvisionnement en pétrole des Empires centraux et la seule accessible jusqu'à la conquête de la Roumanie à l'automne 1916 »⁹³.

Puis, la section participe dans un second temps à la surveillance du respect du blocus. Elle utilise notamment des moyens d'interceptions électroniques⁹⁴ portant sur des sujets d'intérêt économique et financier. Par son action, la section économique contribue ainsi au « développement du renseignement technique des armées. »⁹⁵ À titre d'exemple, elle cherche à arrêter « les trafics des pays neutres en faveur des empires centraux. »⁹⁶ En l'espèce, le cas de la Suisse est bien documenté. Plaque tournante des trafics, plusieurs controverses iront jusqu'à remettre en cause sa neutralité dont la fameuse affaire d'espionnage dite des colonels suisses.⁹⁷ Le 2^{ème} bureau placera donc la Suisse sous étroite surveillance, notamment son approvisionnement en pétrole afin d'empêcher le ravitaillement de l'ennemi et la contrebande.⁹⁸ Elle collabore également avec les agences privées de renseignements commerciaux pour favoriser l'implantation économique offensive de la France dans les pays neutres.⁹⁹

Enfin, elle participe à l'évaluation de l'efficacité du blocus en recueillant notamment des témoignages allemands sur la situation intérieure, morale, économique et financière en Allemagne. Néanmoins, le renseignement humain pâtit toujours de sa réputation et de « la quasi-absence de formation spécifique pour les agents français, à la différence de leurs homologues allemands ou anglo-saxons. »¹⁰⁰

De plus, elle recueille et analyse diverses conventions économiques notamment les accords germano-roumain de 1918 sur le pétrole, consciente de l'enjeu que représente le contrôle des ressources pétrolières pour un Etat en guerre.¹⁰¹

En définitive, il convient d'apprécier les avancées significatives du renseignement français. En effet, celui-ci passe d'une indifférence quasi-générale à la problématique pétrolière à un système de guerre économique dans lequel il joue un rôle majeur. Il a sans doute su profiter de l'exemple de ses alliés, plus expérimentés en la matière.

Augmentation de l'autonomie énergétique mais recul des acquis du renseignement économique en temps de guerre

En définitive, en l'espace de trois années et après avoir manifesté « une indifférence quasi-générale sur la question, » la France a fini par prendre conscience de l'importance stratégique du pétrole lorsqu'elle s'est retrouvée face à un péril existentiel.¹⁰² La fin du conflit apporte donc à la fois espoir et déception.

Espoir d'abord car la crise liée à la pénurie de pétrole permet une prise de conscience du gouvernement français sur le retard accumulé et sur la nécessité de mettre en place une véritable politique nationale pour sortir de la dépendance pétrolière aux majors anglo-américaines.¹⁰³ L'année 1924 voit ainsi la création de la Compagnie française des pétroles (CFP). Ancêtre de la compagnie TOTAL, elle trouve ses origines dans les tractations diplomatiques destinées à assurer le partage de l'Empire Ottoman.

Tout d'abord, dès 1916 Mark Sykes et François Georges-Picot passent un accord secret afin de fixer les futures frontières des zones d'influence française et britannique au Moyen-Orient. Toutefois, « à la fin de la Première Guerre mondiale, les troupes britanniques occupent par surprise la ville irakienne de Mossoul, pourtant attribuée à la France. »¹⁰⁴ Les Britanniques font pression sur Clémenceau pour échanger Mossoul, source de pétrole non développée, contre l'Alsace-Lorraine, source de charbon.¹⁰⁵ Le Tigre, sans aucun doute préoccupé par la question allemande sur sa frontière orientale,¹⁰⁶ négocie l'abandon des droits français sur la région de Mossoul lors d'une rencontre avec Lloyd Georges à Londres, le 1er décembre 1918. Les nouvelles frontières sont ainsi formalisées lors du traité de San Remo en 1920.

Toutefois, la France finit par obtenir en compensation les 23,75% du capital de la Turkish Petroleum Company que détenait la Deutsche Bank avant-guerre. C'est donc pour exploiter près du quart du pétrole irakien que la CFP voit le jour. Elle parvient également à faire reconnaître ses droits dans l'ensemble des territoires compris dans l'accord de la ligne rouge.¹⁰⁷ Ressources qui suffiront d'ailleurs longtemps aux besoins de la France.¹⁰⁸

Déception ensuite car les frontières de l'Empire ottoman sont redessinées « dans l'intérêt des Anglo-saxons. »¹⁰⁹ En effet, l'indépendance énergétique de la France reste limitée car la principale source d'approvisionnement de la France en pétrole, l'Irak, est entièrement sous contrôle britannique. De plus, des critiques s'élèvent bientôt contre la CFP car elle serait trop favorable aux intérêts des grandes majors américano-britanniques.¹¹⁰ Autrement dit, les majors « tolèrent la CFP à condition qu'elle s'intègre à leur système au détriment de l'indépendance nationale. »¹¹¹

D'autre part, les mesures du temps de guerre en matière économique ont eu un impact

significatif mais ne sont pas maintenues. En effet, la section économique du 2^{ème} bureau, forte de son expérience, propose « en juin 1918 la création d'une structure interministérielle d'échange des renseignements économiques au-delà du temps de guerre » mais cette mesure ne sera jamais mise en œuvre.¹¹²

En somme, d'une part, le rejet de l'expérience acquise par la section économique durant la guerre constitue indéniablement un recul de la France dans la problématique pétrolière. De plus, l'histoire montre que « la notion de guerre économique n'a jamais été associée de manière stratégique à l'orientation de l'action des services de renseignement français, à l'exception des conflits militaires. »¹¹³ Cela maintient la France sous l'influence des puissants lobbies étrangers. D'un autre côté, la création d'une compagnie pétrolière française et l'accès aux ressources pétrolières du Moyen-Orient sont une avancée majeure. Le bilan est donc mitigé pour sortir la France de sa dépendance énergétique.

Le projet de sabotage de puits de pétrole au début de la Seconde Guerre mondiale

La section Mg (matériel de guerre) est créée en septembre 1939 lors du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. Émanation du 2^e Bureau, ce service va développer le savoir-faire français en matière de sabotage au sein du 5^e Bureau. Le renseignement militaire finit donc par s'inspirer de l'exemple britannique, notamment de la section D (Destruction) du Secret Intelligence Service (SIS). Le rôle de la section D est de « planifier, préparer, et quand c'est nécessaire exécuter des sabotages » en s'attaquant prioritairement à l'approvisionnement de l'Allemagne notamment en pétrole roumain.¹¹⁴

Affecté au 2^e Bureau depuis 1933, le commandant Henri Brochu prend la tête de la section Mg en octobre 1939. En plus de la collecte des renseignements techniques sur les matériels étrangers, sa section développe également « une capacité de renseignements sur les techniques et matériels de sabotage étrangers. » Selon le colonel Rivet, chef du SR, la section « commençait à obtenir des résultats au moment de la défaite. » À titre d'exemple, « lorsque les Allemands sont soupçonnés de trafiquer les produits pétroliers destinés aux avions à l'aide d'adjuvants chimiques, » la section Mg développe « une méthode permettant à la fois de les déceler et de les utiliser contre les avions ennemis. »¹¹⁵

Un autre cas emblématique de la section Mg est l'opération de sabotage dont l'objectif est d'empêcher le ravitaillement allemand en pétrole roumain par le Danube en empêchant la circulation sur le Danube. Principale source d'approvisionnement en pétrole de l'Allemagne, la Roumanie, pays neutre, se trouve au cœur des tensions car elle réalise « la moitié de ses exportations vers l'Allemagne » et contrôle l'embouchure du Danube, porte sur la mer Noire pour les Allemands. À l'instar de la section D, les Français, vont chercher à obstruer le Danube en coulant des péniches lestées de ciment au point le plus vulnérable du fleuve, les Portes de Fer. Finalement, Henri Brochu ne parvient pas à concrétiser son projet. L'une des raisons principales de cet échec est que la section Mg ne dispose pas « d'un personnel formé et disponible pour mener clandestinement une mission de sabotage sur le territoire d'un pays étranger avec lequel la France entretient des relations diplomatiques. » Autrement dit, elle ne dispose pas d'un service Action capable d'exécuter ses ordres. Elle s'est donc repliée sur la Marine pour mener l'opération mais sa demande n'a pas abouti *in fine*. De plus, les détails de l'opération sont rendus public en 1941 par les Allemands suite à la saisie des archives de l'EMA.¹¹⁶

La relance de la politique pétrolière par le général de Gaulle en 1944

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la recherche des matières premières, notamment de pétrole, est nécessaire au redressement de la France. Or, la CFP, qui s'était vu confisquer sa part dans l'Iraq Petroleum Company (ex-Turkish Petroleum Company) durant le conflit, doit lutter pour revenir en Irak. De plus, ses « partenaires » anglo-saxons tolèrent sa gestion de la rente pétrolière mais refusent toujours de l'associer « à la prospection et à la production. »¹¹⁷ Le Général de Gaulle mesure ainsi la portée de la dépendance française à l'égard du pétrole irakien. Alors que de leur côté, les majors anglo-saxonnes sont présentes partout dans le monde et disposent de nombreuses sources de brut. Par ailleurs, l'affrontement pour le contrôle du pétrole « a démontré le rôle majeur du renseignement dans la définition d'une stratégie de puissance ». À l'instar des Britanniques qui soixante ans plus tôt mettent « à la tête de l'Anglo Persian Oil un ancien responsable du renseignement britannique pour contrer la politique expansionniste du trust Rockefeller, » le général de Gaulle charge Pierre Guillaumat, ancien du BCRA, de relancer la politique pétrolière française.^{118 119} Pour comprendre pourquoi de Gaulle confie ce rôle à Guillaumat, il convient de revenir sur l'histoire du fondateur d'Elf.

D'abord, le général de Gaulle et Guillaumat se connaissent de longue date. En effet, après la Première Guerre mondiale, de Gaulle rendait visite au père Guillaumat lorsque ce dernier commandait l'Armée du Rhin. Ensuite, dans sa jeunesse Pierre prit conscience de « l'importance stratégique du pétrole dans la guerre et l'indépendance de la France ». Il fut notamment

« marqué par l'attitude de la Standard Oil qui avait supprimé les approvisionnements à l'armée française pendant la Grande Guerre. »¹²⁰ Pour lui « une nation digne de ce nom doit disposer de ses propres ressources énergétiques. »¹²¹ Après de brillantes études à l'École polytechnique, il rejoint le cercle très fermé des ingénieurs du corps des Mines. Durant la Seconde Guerre mondiale, Pierre Guillaumat acquiert une solide culture du renseignement grâce à ses engagements successifs dans les services de renseignements : d'abord dans le SR Air vichyssois, puis dans le SR du général Giraud, ensuite dans le Bureau central de renseignements et d'action (BCRA) du général de Gaulle, et enfin à la Direction générale des services spéciaux (DGSS). Ces expériences marquent profondément la suite de son parcours et sont à l'origine de ses nombreux réseaux.¹²² En 1944, de Gaulle le nomme directeur des Carburants pour définir la politique pétrolière française.

Avec ses hommes, Guillaumat élabore alors un plan stratégique pour faire cesser la dépendance française aux pétroliers anglo-américains. Il souhaite, d'une part, mettre fin au monopole de la CFP, trop favorable aux majors et donc contraire à l'intérêt national. D'autre part, approvisionner le pays avec du pétrole franc, c'est-à-dire extrait sur le sol métropolitain et impérial. Le 12 octobre 1945, une première étape est donc franchie avec la création d'un « groupe pétrolier d'État, apte à prospecter et à passer des accords au nom de la France ». En effet, de Gaulle crée le Bureau de Recherches Pétrolières (BRP) et place Guillaumat à sa tête. Paul Moch, un ami proche de Guillaumat, dirige quant à lui la Régie autonome des Pétroles (RAP).¹²³ Les deux entreprises fusionnent en 1966 pour créer l'Entreprise de recherches et d'activités pétrolières (ERAP). Par ailleurs, la découverte des gisements de Lacq en France (1949), Hassi-Messaoud en Algérie (1956) ou encore Pointe-Clairette au Gabon (1956) sont autant de signes du succès de la politique menée par Guillaumat. Toutefois, Total (ex-CFP) et les majors sont dures en affaires lorsqu'il

s'agit d'acheter le pétrole français trouvé par Elf.¹²⁴ En outre, Guillaumat contribue à augmenter l'indépendance énergétique de la France, objectif prioritaire de préservation de sa puissance, en dotant la France de l'arme atomique et de l'énergie nucléaire lors de son passage au Commissariat à l'énergie atomique (CEA).¹²⁵

Pour finir, en 1976, Guillaumat, alors président de l'ERAP fusionne avec la Société nationale des pétroles d'Aquitaine (SNPA) pour créer la Société nationale Elf Aquitaine (SNEA), plus « offensive » que la CFP et étroitement liée aux services de renseignements français. On mesure ici le chemin parcouru grâce à la volonté de deux hommes, de Gaulle et Guillaumat, pour sortir la France de sa dépendance énergétique dans laquelle les majors anglo-américaines entendaient bien la laisser.

L'implication du contre-espionnage français pour le contrôle du pétrole algérien

La découverte en 1956 d'immenses gisements en Algérie dote enfin la France d'importantes réserves de pétrole sur son territoire. Elle réduit ainsi sa dépendance énergétique envers les compagnies pétrolières étrangères. Toutefois, cette avancée majeure est remise en cause par l'indépendance de l'Algérie.¹²⁶ Georges Pompidou, ancien Premier ministre de Charles de Gaulle et futur président de la République, prend alors part aux négociations pour établir une co-souveraineté franco-algérienne sur le pétrole du Sahara algérien. En qualité de directeur général de la banque Rothschild, actionnaire majoritaire de la CFP exploitant le gisement algérien d'une part, et administrateur de la compagnie franco-africaine de recherches pétrolières (Francarep) d'autre part. En 1962, Pompidou obtient temporairement le maintien des intérêts pétroliers français mais l'Algérie continue à lutter pour récupérer le contrôle de son pétrole malgré les accords conclus entre les deux pays.¹²⁷ À titre d'exemples, les pétroliers français et étrangers sont mis en concurrence.

Durant cette période, les services de renseignement français et algériens vont donc tourner à plein régime dans le domaine économique, en particulier pétrolier. Paris comprend bientôt que les négociations sur le pétrole sont biaisées car les Algériens ont toujours une longueur d'avance sur leurs homologues français. Par la suite, Paul Avril, ancien officier du 2^e Bureau et attaché au consulat d'Alger, confirme les soupçons français lorsqu'il découvre qu'Alger a un informateur au sein de la direction des affaires économiques du ministère des Affaires étrangères. En réaction, la Direction de la Surveillance du territoire (DST), créée en 1946, piège la correspondance du chef du service incriminé avec un faux rapport pour piéger l'espion.

Le stratagème fonctionne et permet à la DST, le 25 février 1970, d'identifier Rachid Tabti, « conseiller en relations publiques à la Sonatrach ». Ce dernier entretient une relation amoureuse avec une secrétaire du ministère en échange de documents sensibles. Au total, environ « deux cents documents » sont remis par Tabti « à son contact Ouali Boumaza, » chargé de mission « au cabinet du ministre de l'Industrie et de l'Énergie algérien. » Tous deux sont arrêtés et condamnés pour « intelligence avec les agents d'une puissance étrangère » mais en représailles, Alger fait emprisonner des agents diplomatiques français accusés d'espionnage. Finalement, l'ambassadeur algérien et Pompidou se mettent d'accord pour un échange de prisonniers en 1971.¹²⁸

La même année Boumédiène décide la nationalisation totale du secteur pétrolier au grand dam de la France et de ses compagnies pétrolières qui doivent plier ou partir.

Foccart, Elf et le SDECE : trident de la politique pétrolière française en Afrique

Après l'indépendance algérienne, Paris perd la main sur une partie importante du pétrole franc. Pourtant, l'indépendance énergétique chère à la politique de puissance du président de Gaulle a besoin au contraire d'une augmentation de ses sources d'approvisionnement. La France se tourne alors vers les ressources pétrolières de son ancien Empire colonial en Afrique de l'Ouest. Par l'intermédiaire de Jacques Foccart, du SDECE et de la compagnie pétrolière Elf, elle va mettre en place des réseaux d'influence pour soit maintenir, soit mettre en place des dirigeants « amis de la France » à la tête des États pétroliers du golfe de Guinée.

L'objectif ainsi recherché est la stabilité politique du pays producteur car la rentabilité d'un gisement de pétrole se fait sur le temps long.¹²⁹ En effet, de la découverte d'un gisement à son exploitation, il peut se passer de 5 à 10 ans.

Revenons donc sur les connexions entre les différents acteurs à la manœuvre pour assurer l'indépendance pétrolière de la France.

D'abord, Jacques Foccart, ancien du BCRA, est « secrétaire général à la présidence de la République pour la Communauté et les Affaires africaines et malgaches » sous de Gaulle puis Pompidou de 1960 à 1974. Il devient rapidement indispensable grâce au réseau très actif qu'il développe pour accomplir la politique africaine de la France. D'une part, il tisse des liens très forts avec les présidents français mais également africains. D'autre part, avec des services de renseignement tels que le SDECE mais aussi ses anciens et avec des entreprises françaises présentes en Afrique « telles que Elf et son président, Pierre Guillaumat. »¹³⁰

Ensuite, Elf est « une entreprise au service de l'État ». Son ancien président, Loïk Le Floch-Prigent, la surnomme même « le ministère du pétrole ». Elle est également « une agence de renseignement » privée remplie d'anciens des services de renseignement qui œuvrent à l'ombre du pétrole. Foccart y place aussi les membres de son réseau.¹³¹ À titre d'exemple, l'argent du pétrole permet de financer la politique extérieure de la France. Elle peut notamment influencer le vote de ses alliés africains à l'ONU¹³² et ainsi « prolonger son statut de puissance mondiale en gardant son siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies » .

En parallèle, le SDECE et la DST, chargés respectivement du renseignement extérieur et de la contre-ingérence, ont un réservoir important de sources humaines à traiter dans les rangs des nombreux expatriés travaillant chez Elf.¹³³ Par ailleurs, le soutien apporté par le SDECE à la société Elf a contribué à sécuriser en partie l'approvisionnement français en pétrole.

Néanmoins, les différents engagements extérieurs de la France après 1945 « vont contribuer à faire du SDECE un service davantage orienté vers l'action clandestine que vers la recherche de renseignement. »¹³⁴

Pour finir, un homme, Maurice Robert, illustre à lui seul les liens étroits et les passerelles entre les différentes parties prenantes. Officier du SDECE de 1954 à 1974, il occupe notamment le poste de chef de la section Afrique. Il est ensuite chargé de mission auprès du président d'Elf de 1974 à 1979, où il développe les capacités en renseignement de la compagnie. Il témoigne d'ailleurs « qu'il n'entendait rien au pétrole. Ses activités consistaient pour l'essentiel à se tenir informé de ce qui se passait aux plans politique et économique dans les pays dans lesquels Elf était présent ou avait des projets, à être à l'affût de nouvelles opportunités pour le groupe, à alimenter la

direction en analyses diverses... Il était donc conduit à rencontrer fréquemment les hauts responsables politiques africains, y compris les chefs d'État, soit en Afrique, soit en France lors de leurs déplacements. »¹³⁵ Enfin, il obtient le poste prestigieux d'Ambassadeur de France au Gabon de 1979 à 1981, ce qui tend à démontrer l'importance politique du renseignement et du pétrole dans cette partie du monde.

Arrêtons-nous sur le cas du Gabon, avant de nous intéresser à celui du Nigéria.

Jacques Foccart place le Gabon, riche en pétrole, au centre de la politique africaine de la France. Il n'hésite donc pas à intervenir dans les affaires intérieures du pays. Après l'indépendance du pays en 1960, l'ancien colon aide fortement Léon M'ba, président francophile, à organiser son administration. Le maintien de la stabilité politique, conforme aux intérêts de la France, s'exprime une première fois lors du putsch de Jean-Hilaire Aubame en 1964. Charles de Gaulle souhaite alors faire revenir M'ba au pouvoir. Il autorise alors une intervention militaire organisée par Foccart, Guillaumat, Robert (SDECE), et Robert Ponsaillé, conseiller du groupe pétrolier et du président gabonais. M'ba regagne ainsi le pouvoir.¹³⁶ À sa mort en 1967, le réseau Foccart installe Omar Bongo, ancien des services secrets français, à la tête du Gabon. Il règne alors sur le pays avec le soutien de la France jusqu'à sa mort en 2009. En échange, il fait profiter la France et la classe politique française des richesses du pays. À l'origine d'interventions militaires et de coups d'État dans les pays de l'ancien Empire colonial. Il apporte notamment son aide à la France lors de la guerre sécessionniste du Biafra.

Le cas de la guerre du Biafra au Nigéria (1967-1970) éclaire sur les capacités subversives de la France pour mettre en place un régime favorable à l'approvisionnement en pétrole de la France. Dès les années 1960, les réserves en pétrole du Nigéria se révèlent être exceptionnelles. En 1968, de Gaulle charge donc Foccart de récupérer le contrôle des gisements de pétrole nigériens, et le terminal pétrolier de Port-Harcourt (seul accès important à l'Atlantique) alors sous contrôle anglo-saxons. À partir de sa base de Libreville au Gabon et d'Abidjan en Côte d'Ivoire, le SDECE va nourrir le conflit en ravitaillant les sécessionnistes en armes sous couvert d'aide humanitaire. Le lieutenant-colonel Raymond Bichelot, chef de poste du SDECE à Abidjan à partir de 1963, aura un rôle central dans la conduite des opérations au Biafra. Il s'intéresse notamment aux livraisons d'armes et à l'entraînement de l'armée biafraise du général Des mercenaires sont également mis au service de la rébellion dont Bob Denard et Jean Kay. Paris utilise donc ses services de renseignement à des fins subversives pour aider son industrie pétrolière à développer ses sources d'approvisionnement. En réalité, la guerre du Biafra est une guerre entre les compagnies pétrolières britanniques, Shell et BP, et le Français, SAFRAP, filiale du groupe français d'Etat ERAP.¹³⁷ Paris vient donc chasser sur les terres des compagnies britanniques déjà implantées depuis 1950. Finalement, la révolte est écrasée au prix de plus d'un million de morts causés en partie le blocus alimentaire décidé par l'armée nigérienne. Le SDECE instrumentalise le « génocide pour manipuler l'opinion publique (via le quotidien Le Monde) et masquer son vrai rôle dans la guerre. »¹³⁸ Toutefois, la compagnie pétrolière française va réussir à maintenir l'essentiel de sa production de pétrole.¹³⁹

En conclusion, on observe d'une part, que Foccart orchestre efficacement les « différentes stratégies d'influence et de manipulation à l'encontre des pays producteurs de pétrole ». Son but est de maintenir un climat politique favorable au bon approvisionnement de la France en pétrole.¹⁴⁰ Pour remplir cet objectif, il s'appuie sur les moyens humains des services de renseignement et des réseaux diplomatiques ainsi que sur les moyens financiers considérables

qu'Elf ou ses alliés africains dégagent de la manne pétrolière. Pourtant, ce « système Foccart » ne parvient pas à développer en dehors du pré-carré africain, une « vision particulière sur le rôle du renseignement économique dans la préservation d'un intérêt de puissance, à l'exception de certains domaines-clés »¹⁴¹ notamment le pétrole. D'autre part, on observe que « la compétition pour le pétrole est responsable, directement ou indirectement, de la mort de centaines de milliers d'individus. »¹⁴²

Les pétrodollars au service de la lutte contre le communisme

Alexandre de Marenches est nommé directeur général du SDECE par Pompidou en 1970. Il occupera ce poste jusqu'en 1981. Le Président fait appel à lui pour réformer en profondeur le SDECE. Le choix de Pompidou est motivé par l'affaire Marković, scandale impliquant la femme du Président et le SDECE. À l'aube du premier choc pétrolier (1973-1974), de Marenches s'inquiète de l'utilisation que vont faire les pays de l'OPEP de la manne financière dégagée par « l'augmentation drastique des redevances dues par les compagnies d'exploitation. » Quatre stratégies possibles s'offrent à ses yeux : premièrement, la « guerre financière » ; deuxièmement, « les prises de participation arabes dans les sociétés françaises, potentiellement déstabilisatrices pour l'économie » ; troisièmement, « l'aide aux organisations terroristes » ; et enfin, « la corruption généralisée. » Derrière les deux dernières stratégies, il vise principalement la Libye du colonel Mouammar Kadhafi. Toutefois, il est persuadé qu'en sous-main l'URSS tire les ficelles avec pour objectif « de saper l'approvisionnement de l'Occident en pétrole. »¹⁴³

En plein cœur de la Guerre Froide, il est à l'initiative d'une alliance de services de renseignement anticomuniste. Le « Safari club » créé en 1976, réunit donc les services français, iranien, égyptien, saoudien et marocain.¹⁴⁴ L'objectif pour Paris est la lutte contre le communisme en Afrique et au Moyen-Orient. Le SDECE profite ainsi des pétrodollars saoudiens pour financer ses opérations et accroître son influence. En contrepartie, lors de l'insurrection de La Mecque en 1979, de Marenches appuie la demande d'intervention du GIGN auprès du président Valéry Giscard d'Estaing. Ce qui est en jeu en dehors de sa participation au « Safari club », c'est l'importance de l'Arabie saoudite pour l'industrie d'armement française. Mais également, le renouvellement de son accord pétrolier avec le royaume saoudien.¹⁴⁵

En outre, la France est tacitement chargée par ses partenaires de l'OTAN du rôle de « gendarme de l'Afrique ». En contrepartie, « son activisme énergétique particulièrement autoritaire est toléré. »¹⁴⁶ À titre d'exemple, durant la guerre civile en Angola (1975-1991), le SDECE, notamment son service Action,¹⁴⁷ apporte un soutien militaire à l'UNITA, mouvement de guérilla qui lutte contre le régime communiste au pouvoir.¹⁴⁸ Or, l'Angola est un pays riche en pétrole, notamment la région de Cabinda. « Elf, et donc Paris, » savent ainsi activer leurs réseaux pour bénéficier de la situation sous couvert de lutte contre le communisme.¹⁴⁹

En somme, pendant la Guerre froide, le SDECE s'est transformé « en service de défense du pré-carré africain »¹⁵⁰ afin de maintenir l'influence française sur ses anciennes colonies, notamment pour assurer son approvisionnement en ressources pétrolières.

Post Guerre froide : les intérêts pétroliers et l'incontournable affaire Elf Aquitaine

Les politiques français ont saisi que l'or noir est le plus puissant vecteur d'achat d'influence. Aussi,

les années 1990 en France sont marquées par de nombreux scandales politico-financiers incluant des sociétés pétrolières, de la vente de frégates à l'Arabie Saoudite et de sous-marins au Pakistan pour aider au financement de la campagne présidentielle de Balladur, aux deux décennies de guerre civile angolaise financées par l'argent du pétrole via Total.

Le scandale Elf Aquitaine éclata en 1992 après la révélation d'un important détournement d'argent pour soutenir l'entreprise de textile en péril de Maurice Bidermann, un proche de Jacques Chirac. Il ressortira finalement qu'en septembre 1999, le géant pétrolier Elf sera absorbé par son plus petit concurrent originel Total, situation ironique quand l'on sait que cette dernière avait été évincée lors de la formation de la compagnie Elf.

Le procès de cette affaire Elf révèle le plus grand scandale politico-financier de la Vème République, qui s'est soldé par "le casse du siècle"¹⁵¹ que très souvent les transactions pétrolières, notamment en Afrique, donnent lieu à des détournements d'argent et à de la corruption.

La dépendance française au pétrole africain joue évidemment un rôle important dans les rapports de force entre la France et l'Afrique. En d'autres termes, les dirigeants africains ayant une marge diplomatique importante ont la possibilité de se détourner des entreprises françaises au profit de concurrents Étatsuniens, etc. Il est donc d'un intérêt stratégique pour la France d'avoir des bonnes relations avec ces pays, quitte à influencer leur politique intérieure notamment par le biais d'Elf. Son directeur à l'époque Loïc Le Floch-Prigent a réalisé des tentatives d'accords et de manipulation lors des élections en République du Congo dans les années 1990 qui opposent Lissouba à Sassou-Nguesso et se termine en guerre civile.

Malgré ces découvertes exposées au grand jour il y a presque 30 ans, il reste encore une présence française au Congo, qui doit à la forte augmentation de la production de gisements pétroliers exploités par Total (+25%) d'avoir compensé la baisse des prix du baril, "ce qui expliquerait le maintien de sa croissance"¹⁵².

CONCLUSION

—

Les services de renseignement ont tourné à plein régime dans la conquête du pétrole. La progression des procédés et des moyens utilisés s'est faite en étroite corrélation avec la volonté toujours forte des grandes puissances de se l'accaparer au fil du temps. Depuis le début du XXème siècle, aucun pays n'a pu véritablement dominer le marché du pétrole sans des services de renseignement à la pointe de l'efficacité.

Très vite, les Britanniques ont saisi l'importance que cette ressource allait apporter au maintien de son hégémonie. Ainsi, à défaut de pouvoir l'exploiter sur son territoire, leur stratégie s'est focalisée sur une utilisation active de leur Empire colonial et de ses services de renseignement. Ils ont tour à tour utilisé des espions (Lawrence d'Arabie), dessiné des États (l'Irak) et renversé des régimes (Mossadegh) pour contrôler la plupart des champs pétroliers de l'entre-deux-guerres (hors de ceux du territoire américain). La Grande Bretagne a sans doute été la première puissance à associer de manière aussi claire son potentiel de renseignement à la volonté de s'assurer une prédominance sur les gisements du Moyen Orient et d'Iran dans la première partie du XXe siècle.

À l'opposé, la France a suivi une stratégie beaucoup plus défensive que son ennemi historique. L'usage de ses services de renseignement n'était absolument pas dirigé vers la thématique pétrolière dans ses colonies. Elle n'avait pas saisi l'importance stratégique que cette ressource pourrait lui conférer comme en témoigne la concession de Mossoul aux Anglais en 1919. En troquant « le charbon de la Ruhr contre le pétrole ottoman », Clemenceau avait fait le choix inverse de Churchill qui avait abandonné le charbon pour équiper sa marine de moteurs à mazout.

Ce n'est que tardivement que la France s'est réveillée sur la question pétrolière. Mais le temps de prendre véritablement conscience du problème deux nouvelles puissances avaient repris les commandes des opérations : les États-Unis et la Russie soviétique. Armés tous deux de services de renseignements tentaculaires, la CIA et le KGB se sont fréquemment retrouvés en lutte interposée dans des pays aux réserves pétrolières considérables.

Les Américains ont repris les méthodes offensives des services secrets britanniques après la Seconde guerre mondiale. Ils ont interféré directement dans les changements de régimes au Moyen-Orient en mêlant adroitement la force et la diplomatie. Leur théâtre d'opération ne se limitait par ailleurs pas à cette partie du globe. Leur activité s'est déployée également en Amérique latine et en Asie (guerre du Vietnam) avec toujours comme toile de fond la perspective d'étendre leur emprise sur les gisements pétroliers. Les États-Unis ont finalement réussi à opérer un glissement entre leur doctrine de consommateur, afin de parvenir à une indépendance énergétique, vers une doctrine de producteur, leur permettant d'assurer leur domination énergétique.

La méthode soviétique était-elle davantage centrée sur la ruse et les procédés indirects. Pour cela elle a formé une quantité d'espions considérable et déroulé un vaste système de propagande. Ces moyens furent décisifs dans la révolution iranienne de 1979 mais aussi dans le rattrapage économique et industriel de l'URSS après les années 1960. La Russie se trouve ainsi plutôt tant une doctrine de producteur, utilisant l'arme du pétrole et du gaz pour d'une part faire rentrer les devises et d'autre part réaliser des stratégies de troc : exporter des hydrocarbures pour essayer d'obtenir en face quelque chose de gré ou de force.

Finalement, les services de renseignement dans ces doctrines liées à l'indépendance énergétique ont toujours été omniprésents dans les sociétés pétrolières, puisque l'énergie reste un moteur majeur et stratégique de l'Histoire. Leur présence se manifeste de plusieurs manières : des anciens des services de renseignement sont souvent directement intégrés dans le service sécurité des sociétés pétrolières sous forme de reconversion ou retraite. Cela se vérifie dans les quatre pays étudiés : Total, BP, et au sein des organigrammes des sociétés pétrolières russes (anciens du KGB, FSB). C'est un moyen pour l'État de suivre ces sociétés à la pointe de l'indépendance énergétique qui sont représentatives des stratégies producteurs ou consommateurs des États. Les services de renseignement incarnent ainsi une courroie de transmission entre l'État et ces sociétés privées (Total, BP) ou étatiques (Gazprom). Cela se produit souvent de manière informelle, c'est-à-dire qu'ils vont faire la liaison entre la société pétrolière, qu'elle soit publique ou privée, et d'une part le service de renseignement national, et d'autre part les pays cibles.

Aujourd'hui, un nouvel acteur place judicieusement ses pions dans l'échiquier mondial : la Chine. Sa course au pétrole est lancée depuis maintenant quelques années. Ses rapprochements avec l'Iran et le Venezuela ou le développement de son industrie pétrolière renforcent progressivement son influence. Ses services de renseignements semblent utiliser des méthodes relativement similaires à celles de l'ex-URSS mais le manque de recul nous incite à une prudence d'analyse.

Ainsi, loin de se terminer au XXème siècle, la conquête de l'or noir se poursuit encore âprement de nos jours et ce avec l'appui de services de renseignement en permanente évolution.

BIBLIOGRAPHIE

LE ROYAUME-UNI

¹ VON CLAUSEWITZ, Carl. *De la guerre*, 1832.

² GREILING, Christian, 2014. Le nouveau Grand Jeu. Bonus, *Revue Conflits* [en ligne]. 29 novembre 2014. [Consulté le 01/12/2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.revueconflits.com/le-nouveau-grand-jeu-bonus/>.

³ CHURCHILL, Winston. *The World Crisis*, tome I, Scribner, New York, 1923.

⁴ HARBULOT, Christian. *Techniques offensives et guerre économique*, La Bourdonnaye, 2ème édition, 21 mai 2014.

⁵ HARBULOT, Christian, *op. cit.*

⁶ *Ibid.*

⁷ BP, 2019. Board of directors. *BP Annual Report* [en ligne]. p. 77. [Consulté le 01/12/2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.bp.com/content/dam/bp/business-sites/en/global/corporate/pdfs/investors/bp-annual-report-and-form-20f-2019.pdf>.

⁸ COLLIAT, Julien. 2019. 31 août 1907 La fin du « Grand Jeu », *Hérodote* [en ligne]. 22 août 2019. [Consulté le 01/12/2020]. Disponible à l'adresse : https://www.herodote.net/31_aout_1907-evenement-19070831.php.

⁹ KAUFFER, Rémi. *Histoire mondiale des services secrets, de l'Antiquité à nos jours*, Editions Perrins, Collection Tempus, Paris, 2017. p. 102.

¹⁰ HOPKIRK, Peter. 1990 *The great game : On secret service in high Asia*, London, John Murray, 1990 [en ligne]. [Consulté le 01/12/2020]. Disponible à l'adresse : https://books.google.fr/books/about/Le_grand_jeu.html?id=ZeizAAAAQBAJ&printsec=frontcover&source=kp_read_button&redir_esc=y#v=snippet&q=espion&f=false.

¹¹ COLLIAT, Julien, *op. cit.*

¹² ZISCHKA, Antoine. 1933. *La guerre secrète pour le pétrole : avec 28 gravures hors texte*, FeniXX réédition numérique (Payot), Collection d'études, de documents et de témoignages pour servir à l'histoire de notre temps, 1933 [en ligne]. [Consulté le 01/12/2020]. Disponible à l'adresse : https://books.google.fr/books?id=Yw_YDwAAQBAJ&printsec=frontcover&hlevicata=fr#v=onepage&q&f=false.

¹³ KAUFFER, Rémi, *op. cit.* 242, 243.

¹⁴ TER MINASSIAN, Taline. *Most Secret Agent of Empire: Reginald Teague-Jones, Master Spy of the Great Game*, Oxford University Press, C. Hurst & Co. (Publishers) Ltd, 2014. pp 49, 50. [en ligne]. [Consulté le 01/12/2020]. Disponible à l'adresse : <http://210.47.10.86:8032/2015-3/1899.pdf>.

¹⁵ ENGDAHL, William, *op. cit.*

¹⁶ KAUFFER, Rémi, *op. cit.*, 219.

¹⁷ AUZANNEAU, Matthieu. *Or noir, la grande histoire du pétrole*, Editions La Découverte, Collection Poche, Paris, 2015, 2016. p. 261.

¹⁸ KAUFFER, Rémi *op. cit.*, 284.

¹⁹ AUZANNEAU, Matthieu *op. cit.*, 262.

²⁰ AUZANNEAU, Matthieu, *op. cit.*, 283.

²¹ KAUFFER, Rémi, *op. cit.*, 580, 581.

²² KAUFFER, Rémi, *op. cit.*, 584.

-
- ²³ KEITH, Kyle. 1994. La Grande-Bretagne, la France et la crise de Suez, dans *Histoire, économie et société. La France et la Grande-Bretagne devant les crises internationales* [en ligne] 13^e année, n°1, 1994. p.89. [Consulté le 01/12/2020]. Disponible à l'adresse : https://www.persee.fr/docAsPDF/hes_0752-5702_1994_num_13_1_1730.pdf.
- ²⁴ LEFEBVRE, Denis. *Les secrets de l'expédition de Suez 1956*, Collection Biblis, 17 octobre 2019. Quatrième de couverture [en ligne]. [Consulté le 01/12/2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.cnrseditions.fr/catalogue/histoire/les-secrets-de-l-expedition-de-suez-1956/>.
- ²⁵ EVERLY, Steve. 2016. The Top-Secret Cold War Plan to Keep Soviet Hands Off Middle Eastern Oil, *Politico Magazine* [en ligne]. 23 juin 2016. [Consulté le 01/12/2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.politico.com/magazine/story/2016/06/oil-denial-policy-cia-middle-east-cold-war-united-states-britain-soviet-union-213983>.
- ²⁶ NATIONAL SECURITY COUNCIL, 1948. *NSC 26 report, "Removal and Demolition of Oil Facilities, Equipment and Supplies in the Middle East"*, 19 août 1948. Top Secret. [en ligne]. [Consulté le 01/12/2020]. Disponible à l'adresse : <https://nsarchive.gwu.edu/dc.html?doc=2869656-Document-01-National-Security-Council-NSC-26>.
- ²⁷ NATIONAL SECURITY COUNCIL, 1957. *NSC 5714 report, "Protection and Conservation of Middle East Oil Resources and Facilities,"* 29 mai 1957 avec plusieurs NSC associés et memorandum du Département d'Etat, 1957-1963, Top Secret, Special Handling. [en ligne]. [Consulté le 01/12/2020]. Disponible à l'adresse : <https://nsarchive.gwu.edu/dc.html?doc=2869671-Document-12>.
- ²⁸ BBC NEWS. 2012. URBAN, Mark. 2012. Inside story of the UK's secret mission to beat Gaddafi, *BBC News* [en ligne]. 19 janvier 2012. [Consulté le 01/12/2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.bbc.com/news/magazine-16573516>.
- ²⁹ WIKILEAKS. 2016. E-mail entre Hillary Clinton et Sidney Blumenthal du 16 septembre 2011 diffusé sur wikileaks : *FRANCE, UK, ET AL, JOCKEYING IN LIBYA/OIL, UNCLASSIFIED U.S. Department of State Case No. F-2014-20439 Doc No. C05788788 Date: 01/07/2016*. [en ligne]. [Consulté le 01/12/2020]. Disponible à l'adresse : <https://wikileaks.org/clinton-emails/emailid/12566>.
- ³⁰ WIKILEAKS. 2016. E-mail entre Hillary Clinton et Sidney Blumenthal du 31 août 2011 diffusé sur wikileaks : *NTC POLITICS OF HUMANITARIAN AID, UNCLASSIFIED U.S. Department of State Case No. F-2014-20439 Doc No. C05782335 Date: 01/07/2016*. [en ligne]. [Consulté le 01/12/2020]. Disponible à l'adresse : <https://wikileaks.org/clinton-emails/emailid/12908>.
- ³¹ MORONE, Antonio Maria. 2012. Système Kadhafi, transition et complexité libyenne, *Raison présente* [en ligne]. n°181, Printemps arabes : Thawra(s) ou révolution, 1er trimestre 2012. p.85. [Consulté le 01/12/2020]. Disponible à l'adresse : https://www.persee.fr/docAsPDF/raipr_0033-9075_2012_num_181_1_4371.pdf.
- ³² DER SPIEGEL INTERNATIONAL. 2013. How the NSA and GCHQ Spied on OPEC, *Der Spiegel International* [en ligne]. 11 novembre 2013. [Consulté le 01/12/2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.spiegel.de/international/world/how-the-nsa-and-gchq-spied-on-opec-a-932777.html>.
- ³³ PAGANINI, Pierluigi. 2013. GCHQ used fake LinkedIn and Slashdot to hack GRX providers and OPEC, *Cyber Défense Magazine* [en ligne]. 15 novembre 2013. [Consulté le 01/12/2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.cyberdefensemagazine.com/gchq-used-fake-linkedin-and-slashdot-to-hack-grx-providers-and-opec/>.

³⁴ DER SPIEGEL INTERNATIONAL, op. cit.

³⁵ NATIONAL CYBER SECURITY CENTER (NCSC), 2019. Critical National Infrastructure. *NCSC Annual review 2019*. [en ligne]. p. 37. [Consulté le 01/12/2020]. Disponible à l'adresse : https://www.ncsc.gov.uk/annual-review/2019/ncsc/docs/ncsc_2019-annual-review.pdf.

³⁶ Entretien avec Didier Julienne le 26 novembre 2020.

LES ETATS-UNIS

³⁷ AUZANNEAU, Matthieu, *Or noir, la grande histoire du pétrole*, Editions La Découverte, Collection Poche, Paris, 2015, 313p.

³⁸ Balaghi, Shiva, "Silenced Histories and Sanitized Autobiographies: The 1953 CIA Coup in Iran." Biographical Research Center, 2013.

³⁹ EXK. NSA Archives, 1947. <https://nsarchive2.gwu.edu/NSAEBB/ciacase/EXA.pdf>

⁴⁰ Summary of Wilber. <https://nsarchive2.gwu.edu/NSAEBB/NSAEBB435/docs/Doc%202%20-%201954-00-00%20Summary%20of%20Wilber%20history.pdf>

⁴¹ Byrne, Malcolm, "CIA Confirms Role in 1953 Iran Coup." The National Security Archive. <https://nsarchive2.gwu.edu/NSAEBB/NSAEBB435/>

⁴² Balaghi, Shiva, "Silenced Histories and Sanitized Autobiographies: The 1953 CIA Coup in Iran." Biographical Research Center, 2013. 81 p.

⁴³ "British - American Planning Talks", Washington, 1978. <https://nsarchive2.gwu.edu/NSAEBB/NSAEBB435/docs/Doc%2022%20-%20October%2010-11.pdf>

⁴⁴ AUZANNEAU, Matthieu, *Or noir, la grande histoire du pétrole*, Editions La Découverte, Collection Poche, Paris, 2015, 298p.

⁴⁵ Ibid. 339-351p.

⁴⁶ ENGDahl, William, *Pétrole, une Guerre d'un Siècle. L'ordre Mondial Anglo-Américain*, Paris, 2015.

⁴⁷ Joyner, Christopher C, "The Petrodollar Phenomenon and Changing International Economic Relations", 2001. pdf

⁴⁸ "Giant Oil Fields and World Oil Resources", CIA. 1978. <https://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/reports/2006/R2284.pdf>

⁴⁹ AUZANNEAU, Matthieu, *Or noir, la grande histoire du pétrole*, Editions La Découverte, Collection Poche, Paris, 2015, 545p.

⁵⁰ "BCCI, The CIA and Foreign Intelligence" https://fas.org/irp/congress/1992_rpt/bcci/11intel.htm

⁵¹ The World Factbook, CIA. Website. <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/rankorder/2244rank.html>

⁵² AUZANNEAU, Matthieu, *Or noir, la grande histoire du pétrole*, Editions La Découverte, Collection Poche, Paris, 2015, 537p.

⁵³ AUZANNEAU, Matthieu, *Or noir, la grande histoire du pétrole*, Editions La Découverte, Collection Poche, Paris, 2015, 718 p.

⁵⁴ Grey, Felicia, "How Oil Twists the Hegemon's Arm: The Case of the United States and Saudi Arabia" *Digest of Middle East Studies*, 2017. Volume 26, Number 2—Pages 320–339

⁵⁵ "United States – Saudi Arabia bilateral relationship", Factsheet, US Department of State, 2014. <https://www.state.gov/u-s-relations-with-saudi-arabia>

LA RUSSIE

⁵⁶ Henderson James & Ferguson Alastair, *“International Partnership in Russia – Conclusions from the Oil and Gas Industry”*, Palgrave MacMillan, 2014

⁵⁷ Auzanneau Matthieu, *« Or Noir – La grande histoire du pétrole »*, Editions La Découverte, 2015

⁵⁸ Ripart Laurent, *« La Russie à la veille de la Révolution »*, Mediapart, 21 janvier 2017, <https://blogs.mediapart.fr/laurent-ripart/blog/270117/la-russie-la-veille-de-la-revolution>, consulté le 01/12/2020

⁵⁹ “Okhrana”, in Spartacus International Encyclopedia, <https://spartacus-educational.com/RUSokhrana.htm>, consulté le 01/12/2020

⁶⁰ Sicotte Jonathan H., *“Baku : Violence, Identity and Oil – 1905-1927”*, Georgetown University, November 14 2017, https://repository.library.georgetown.edu/bitstream/handle/10822/1043784/Sicotte_georgeto_wn_00_76D_13709.pdf?sequence=1&isAllowed=y, consulté le 01/12/2020

⁶¹ Engdahl William F., *« Pétrole, une guerre d'un siècle : l'ordre mondial anglo-américain »*, Jean-Cyrille Godefroy Editions, 8 janvier 2015

⁶² Engdahl William F., *« Pétrole, une guerre d'un siècle : l'ordre mondial anglo-américain »*, Jean-Cyrille Godefroy Editions, 8 janvier 2015

⁶² Hanighen Frank C. & Zischka Anton, *“The Secret War – The War for Oil”*, George Routledge & Sons, London, 1935

⁶³ Fontaine Pierre, *« La guerre froide du pétrole »*, Editions Je Sers, Paris, 1956

⁶⁴ Laidi Ali, *« Histoire mondiale de la Guerre économique »*, Editions Perrin, 2016

⁶⁵ Sapir Jacques, *« Le 80ème anniversaire du Pacte Germano-Soviétique »*, Les Crises, 23 août 2019, <https://www.les-crises.fr/russeurope-en-exil-le-80eme-anniversaire-du-pacte-germano-sovietique-par-jacques-sapir/>, consulté le 01/12/2020

⁶⁶ *« Le rôle de Bakou dans la défaite de l'Allemagne nazie »*, Le Caucase, 15 mai 2015, <https://www.le-caucase.com/2015/05/15/le-role-de-bakou-dans-la-defaite-de-lallemagne-nazie/>, consulté le 01/12/2020

⁶⁷ Pour une biographie complète, voir : <https://www.gazprom.com/about/history/people/baybakov/>

⁶⁸ Minsker Dmitry, *« Pourquoi la Grande-Bretagne et l'URSS ont envahi l'Iran alors que les nazis approchaient de Moscou »*, Russia Beyond, 23 août 2019, <https://fr.rbth.com/histoire/83412-grande-bretagne-urss-iran-operation-countenance>, consulté le 01/12/2020

⁶⁹ Egorov Boris, *« Comment Staline a tenté de mettre la main sur une partie de l'Iran »*, Russia Beyond, 4 septembre 2019, <https://fr.rbth.com/histoire/83467-urss-iran-operation-countenance-azerba%C3%AFdjan>, consulté le 01/12/2020

⁷⁰ Rosneftgaz est fondée dans les années 90 par l'État puis renommée en Rosneft, et entre en bourse en 1995. En 2004, l'État fonde de nouveau Rosneftgaz, qui deviendra une holding servant à garder des actions de Rosneft ainsi que de Gazprom. Une partie de l'argent est rendue en 2006, mais aujourd'hui Rosneftgaz possède environ 10% de Rosneft et de Gazprom.

⁷¹ Mehdi Ahmed & YENIKYEFF Shamil, *« Gouverneurs, oligarques, siloviki : pétrole et pouvoir en Russie »*, Institut Français des Relations Internationales, Russie Nei Visions n°68, février 2013, <https://www.ifri.org/>

[fr/publications/notes-de-lifri/russieneivisions/gouverneurs-oligarques-siloviki-petrole-pouvoir-russie](https://www.fr/publications/notes-de-lifri/russieneivisions/gouverneurs-oligarques-siloviki-petrole-pouvoir-russie), consulté le 01/12/2020

⁷² “Lubyanka federation: How the FSB determines the politics and economics of Russia”, Atlantic Council, October 5th 2020, <https://www.atlanticcouncil.org/in-depth-research-reports/report/lubyanka-federation/>, consulté le 01/12/2020

⁷³ Wolton Thierry, « *Le KGB au pouvoir : le système Poutine* », Editions Buchet Chastel, janvier 2008

⁷⁴ « *Comment le KGB a noyauté l'économie* », Courrier international, 7 janvier 2013, <https://www.courrierinternational.com/article/2013/01/03/comment-le-kgb-a-noyaute-l-economie>, consulté le 01/12/2020

⁷⁵ Teurtrie David, « *La stratégie de la Russie dans l'exportation de ses hydrocarbures : contrôle et diversification* », Flux 2008/1 (n° 71), pages 24 à 36, <https://www.cairn.info/revue-flux1-2008-1-page-24.htm>, consulté le 01/12/2020

⁷⁶ « *La Russie et l'Occident : les conséquences d'une rivalité renouvelée* », CSIS-SCRS, Regards sur le monde : avis d'experts, 2 juin 2015, https://www.canada.ca/content/dam/csis-scrs/documents/publications/LA_RUSSIE_ET_LOCCIDENT-FRA.PDF, consulté le 01/12/2020

⁷⁷ Stiel Nicolas, « *Pétrole: comment le "Machiavel russe" a convaincu Poutine de changer de stratégie* », Challenges, 11 mars 2020, https://www.challenges.fr/entreprise/energie/petrole-comment-igor-setchine-le-machiavel-russe-a-la-tete-de-rosneft-a-convaincu-poutine-de-changer-de-strategie_702339, consulté le 01/12/2020

LA FRANCE

⁷⁸ BERGIER, Jacques et THOMAS, Bernard, *La Guerre secrète du pétrole*, Éditions Denoël, 1968.

⁷⁹ GUISEL, Jean, *Foccart, Elf et le sang noir de l'Afrique*, dans : FALIGOT, Roger, éd., *Histoire secrète de la V^e République*. Paris, La Découverte, « Poche / Essais », 2007, p. 133-144.

⁸⁰ HARBULOT, Christian, *Techniques offensives et guerre économique*, La Bourdonnaye, 2ème édition, 21 mai 2014. 160 p.

⁸¹ BELTRAN, Alain, *L'industrie pétrolière en France pendant la Première Guerre mondiale : une prise de conscience tardive* In : *L'industrie dans la Grande Guerre : Colloque des 15 et 16 novembre 2016* [en ligne]. Paris : Institut de la gestion publique et du développement économique, 2018.

⁸² *Idem.*

⁸³ *Idem.*

⁸⁴ NAYBERG, Roberto, *Qu'est-ce qu'un produit stratégique ? L'exemple du pétrole en France 1914-1918*, Institut de stratégie comparée [en ligne]. [Consulté le 01/12/2020]. Disponible à l'adresse : http://www.institut-strategie.fr/ihcc_eu1gm_Nayberg.html

⁸⁵ *Idem.*

⁸⁶ ZISCHKA, Antoine, *La Guerre secrète pour le pétrole*. Payot, 1933, 236 p.

⁸⁷ AUZANNEAU, Matthieu, *Or noir, la grande histoire du pétrole*, Editions La Découverte, Collection Poche, Paris, 2015, 882 p.

⁸⁸ BELTRAN, Alain, *op. cit.*

-
- ⁸⁹ GUELTON, Frédéric, *La naissance du renseignement économique en France pendant la première guerre mondiale*, Revue Historique des Armées, Paris, n°4, 2001.
- ⁹⁰ AUZANNEAU, Matthieu, *op. cit.*
- ⁹¹ Archives du Service Historique de la Défense n° 7 N 892-893 : Listes noires (1916-1920).
- ⁹² Archives du Service Historique de la Défense n° 7 N 894-896.
- ⁹³ ALLISON, Frank, *Galician California, Galician Hell: The Peril and Promise of Oil Production in Austria-Hungary*, Bridges, Washington, D.C.: Office of Science and Technology Austria (OSTA), vol. 10, 2006.
- ⁹⁴ Archives du Service Historique de la Défense 7 N 944-958 : Contrôles télégraphique et postal (1914-1921).
- ⁹⁵ FORCADE, Olivier, *Colloque « Renseignement et espionnage durant la Première Guerre mondiale »*, 26 novembre 2014.
- ⁹⁶ *Idem.*
- ⁹⁷ LAHAIE, Olivier, *La Guerre secrète en Suisse (1914-1918), Espionnage, propagande et influence en pays neutre pendant la Grande Guerre*, 2017, 282 p.
- ⁹⁸ Archives du Service Historique de la Défense 6 N 213-389 Ravitaillement de l'ennemi et contrebande.
- ⁹⁹ BRAUD, Emmanuelle, *Le renseignement économique militaire en France à partir de 1916, Impératifs stratégiques et économie de guerre*, Revue historique des armées 242, 2006.
- ¹⁰⁰ LAHAIE, Olivier, *Colloque « Renseignement et espionnage durant la Première Guerre mondiale »*, 26 novembre 2014
- ¹⁰¹ Archives du Service Historique de la Défense 7 N 936-942 : Allemagne (1914-1919)
- ¹⁰² NAYBERG, Roberto, *La question pétrolière en France, du point de vue de la défense nationale, de 1914 à 1928*, université du Panthéon Sorbonne - Paris I, thèse pour le doctorat de troisième cycle en histoire du XXe siècle, soutenue en 1983.
- ¹⁰³ BUSSIÈRE, Éric, *La France et les affaires pétrolières au lendemain de la Première Guerre Mondiale : la politique des groupes financiers à travers celle de la banque de l'Union Parisienne*. Histoire, économie et société, 1982, 1^e année, n°2. pp. 313-328
- ¹⁰⁴ GUISEL, Jean, *op. cit.*
- ¹⁰⁵ AUZANNEAU, Matthieu, *op. cit.*
- ¹⁰⁶ NAYBERG, Roberto, *La politique française du pétrole à l'issue de la première guerre mondiale : perspectives et solutions*, Guerres mondiales et conflits contemporains, 2006/4 (n° 224), p. 111-133.
- ¹⁰⁷ RONDOT, Jean, *Les intérêts pétroliers français dans le Proche-Orient*, 1952, pp. 267-291
- ¹⁰⁸ GUISEL, Jean, *op. cit.*
- ¹⁰⁹ ENGDahl, William, *Pétrole, une guerre d'un siècle. L'ordre mondial anglo-américain*, Paris, 2015, 336p.
- ¹¹⁰ BERGIER, Jacques et THOMAS, Bernard, *op. cit.*
- ¹¹¹ GUISEL, Jean, *op. cit.*
- ¹¹² GUELTON, Frédéric, *op.cit.*
- ¹¹³ HARBULOT, Christian, *La mutation du renseignement économique*, Prospective et stratégie, 2019/1 (Numéro 10), p. 53-61.
- ¹¹⁴ Historique de la section D, juillet 1943, PRO HS7/3.

-
- ¹¹⁵ ALBERTELLI Sébastien, *De la République à Vichy, les services secrets français et le sabotage (1939-1941)*, dans : *Histoire du sabotage. De la CGT à la Résistance*, Paris, Perrin, Synthèses Historiques, 2016, p. 173-190.
- ¹¹⁶ MIHAÏL, Alexandre, *La Roumanie en 1940, enjeu des services de renseignements*, *Revue historique des armées*, n° 4, 2000, p. 79-90
- ¹¹⁷ SALUT, Samir, *Politique nationale du pétrole, sociétés nationales et « pétrole franc »*, *Revue historique*, 2006/2 n° 638, p. 355-388.
- ¹¹⁸ GUISNEL, Jean, *op. cit.*
- ¹¹⁹ HARBULOT, Christian, *Mutation du Renseignement dans les affrontements économiques*, *op. cit.*
- ¹²⁰ PEAN, Pierre. N°1859. - Rapport d'information de Mme Marie-Hélène AUBERT et MM. Pierre BRANA et Roland BLUM déposé en application de l'article 145 du Règlement par la commission des affaires étrangères sur le rôle des compagnies pétrolières dans la politique internationale et son impact social et environnemental. [en ligne]. 1998-1999. [Consulté le 6 décembre 2020]. Disponible à l'adresse : <http://www.assemblee-nationale.fr/rap-info/i1859-02.asp>.
- ¹²¹ GUISNEL, Jean, *op. cit.*
- ¹²² PEAN, Pierre, *op. cit.*
- ¹²³ *Idem.*
- ¹²⁴ *Idem.*
- ¹²⁵ HARBULOT, Christian, *op. cit.*
- ¹²⁶ SALUT, Samir, *op. cit.*
- ¹²⁷ AUZANNEAU, Matthieu, *op. cit.*
- ¹²⁸ FALIGOT, Roger, *1962-1992 : liaisons dangereuses franco-algériennes*, dans : *Histoire secrète de la V^e République*. Paris, La Découverte, « Poche / Essais », 2007, p. 345-354.
- ¹²⁹ GUISNEL, Jean, *op. cit.*
- ¹³⁰ *Idem.*
- ¹³¹ LE FLOCH-PRIGENT, Loïk, *La confession de Le Floch-Prigent*, *L'express*, le 12 décembre 1996. [Consulté le 2 décembre 2020]. Disponible à l'adresse : https://www.lexpress.fr/actualite/societe/justice/la-confession-de-le-floch-prigent_492602.html
- ¹³² GUISNEL, Jean, *op. cit.*
- ¹³³ LE FLOCH-PRIGENT, Loïk, *op. cit.*
- ¹³⁴ DENÉCÉ, Éric, *Les services de renseignement et de sécurité français : perspective historique*, note historique n°47, décembre 2016. [Consulté le 2 décembre 2020]. Disponible à l'adresse : <https://cf2r.org/historique/les-services-de-renseignement-et-de-securite-francais-perspective-historique/>
- ¹³⁵ FALIGOT, Roger, GUISNEL, Jean (dir.), KAUFFER, Rémi, LECADRE, Renaud, MALYE, François, ORANGE, Martine et ZAMPONI, Francis, *Histoire secrète de la Ve République*, Paris, La découverte, 2006, p. 156-157.
- ¹³⁶ RICHARD, Leïla, *Les jeux d'influence autour du Gabon*. Dans : *Infoguerre* [en ligne]. 28 décembre 2009. [Consulté le 5 décembre 2020]. Disponible à l'adresse : <https://infoguerre.fr/2009/12/jeux-influence-gabon-strategie-petrole-elf/>

-
- ¹³⁷ JUILLET, Alain, *Histoire des services secrets français Partie 1 : « L'heure des combats 1940 1960 »* [en ligne]. 2016. [Consulté le 5 décembre 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.youtube.com/watch?v=0T4NFeYpQ0M>
- ¹³⁸ AUZANNEAU, Matthieu, *op. cit.*
- ¹³⁹ GUISNEL, Jean, *op. cit.*
- ¹⁴⁰ *Idem.*
- ¹⁴¹ HARBULOT, Christian, *La mutation du renseignement économique, op. cit.*
- ¹⁴² LAÏDI Ali, *Haro sur l'or noir !*, dans : *Histoire mondiale de la guerre économique*. Paris, Perrin, Hors collection, 2016, p. 409-435.
- ¹⁴³ NOTIN, Jean-Christophe, *Pas de pétrole mais des idées*, dans : *Le maître du secret. Alexandre de Marenches. Légende des services secrets français*. Paris, Tallandier, Hors collection, 2018, p. 213-224.
- ¹⁴⁴¹⁴⁴ COUSSERAN, Jean-Claude, HAYEZ, Philippe, *Leçons sur le renseignement*, Odile Jacob, 2017, 440 p.
- ¹⁴⁵ MALYE, François, *1979 : l'intervention sanglante du GIGN à La Mecque*, dans : *Histoire secrète de la Ve République*. Paris, La Découverte, « Poche / Essais », 2007, p. 322-325.
- ¹⁴⁶ HARBULOT, Christian, *La mutation du renseignement économique, op. cit.*
- ¹⁴⁷ FALIGOT, Roger, GUISNEL, Jean (dir.), KAUFFER, Rémi, LECADRE, Renaud, MALYE, François, ORANGE, Martine et ZAMPONI, Francis, *op. cit.*
- ¹⁴⁸ FALIGOT, Roger, *Services secrets en Afrique*, Le Sycomore, Paris, 1982, p. 69-71.
- ¹⁴⁹ GUISNEL, Jean, *La République et ses curieux vendeurs d'armes : l'Angolagate*, dans : *Histoire secrète de la Ve République*. Paris, La Découverte, « Poche / Essais », 2007, p. 561-565
- ¹⁵⁰ DENÉCÉ, Éric, *op.cit.*
- ¹⁵¹ « Affaire Elf : le Pétrole de la République », Contrepoints.org, 2017. Website. <https://www.contrepoints.org/2017/01/23/278664-affaire-elf-petrole-de-republique>
- ¹⁵² BERSTEIN Serge, MILZA Pierre, *Histoire du XX^es*, Volume 3, Hatier, 2005, 446p.